

Direction Générale

ATTESTATION DU RAPPORT FINANCIER ANNUEL

Responsable:

Monsieur Jean-Etienne DURRENBERGER Directeur Général

STRASBOURG, le 19 Avril 2012

J'atteste, à ma connaissance, que les comptes clos au 31 décembre 2011 sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport de gestion ci joint présente un tableau fidèle de l'évolution des affaires, des résultats et de la situation financière de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, ainsi qu'une description des principaux risques et incertitudes auxquels elles sont confrontées

Le Directeur Général

Jean-Etienne DURRENBERGER



GROUPE CREDIT FONCIER ET COMMUNAL D'ALSACE ET DE LORRAINE

Depuis 1872

RAPPORT ET BILAN DU 140_{EME} EXERCICE - 2011

CREDIT FONCIER ET COMMUNAL D'ALSACE ET DE LORRAINE-BANQUE

Société Anonyme au capital de 5 582 797 Euros Siège social: 1, rue du Dôme STRASBOURG adresse postale: BP102 67003 STRASBOURG CEDEX

Tél: 03.88.21.49.89 CFCAL Fax: 03.88.75.64.57 CCP STRASBOURG N°1118A RC: 568501282B STRASBOURG



BILAN AU 31 DECEMBRE 2011

en Keuro

		1					en Keuro
ACTIF	Notes	2011	2010	PASSIF	Notes	2011	2010
Caisse, Banques Centrales, C.C.P.		86	1 047	Banques centrales, CCP		0	
Instruments dérivés de couverture	12	0	1 590	Instruments dérivés de couverture	21	19 736	12 254
Actifs financiers disponibles à la vente	13	5 551	7 246	Dettes envers les établissements de crédit	22	176 266	43 051
Prêts et créances sur les établissements de crédit	14	7 859	18 634	Dettes envers la clientèle	23	26 680	19 342
Prêts et créances sur la clientèle	15/16	978 614	943 291	Dettes représentées par un titre	24	621 335	749 613
Actifs d'impôts courants		96	2	Passifs d'impôts courants		0	195
Actifs d'impôts différés	10C	10 961	8 352	Passifs d'impôts différés	10C	915	1 375
Comptes de régularisation et actifs divers	17	1 748	1 200	Comptes de régularisation et passifs divers	25	5 733	6 421
Immeubles de placement	18	2 560	2 175	Provisions	26	4 807	6 236
Immobilisations corporelles	19	4 574	4 352	Capitaux propres		157 033	149 704
				Capitaux propres part du groupe			
Immobilisations incorporelles	20	455	303	Capital et primes liées	27	35 733	<i>35 733</i>
				Réserves consolidées	27	116 325	102 201
				Gains/pertes latents ou différés	27	-11 896	-6 030
				RESULTAT DE L' EXERCICE	<u> </u>	16 870	17 799
				Intérêts minoritaires		2	1
TOTAL ACTIF		1 012 504	988 192	TOTAL PASSIF		1 012 504	988 192

COMPTE DE RESULTAT

en KEuros

		Notes	2011	2010
+	Produits d'Intérêts et assimilés	1	65 372	64 851
+	Charges d'Intérêts et assimilées	1	30 603	29 842
-	Commissions (produits)	2	5 603	5 184
_	Commissions (charges)	2	1 364	683
+/-	Gains ou pertes nets sur actifs financiers disponibles à la vente	3	-691	89
+	Produits des autres activités	4	3 964	6 518
-	Charges des autres activités	4	1 720	4 431
	Produit net bancaire		40 562	41 686
_	Charges générales d'exploitation	5-6	11 695	11 372
_	Dotations aux amortissements et dépréciations des immobilisations d'exploitation	8	862	760
	Résultat brut d'exploitation		28 005	29 554
-	Coût du risque	9	2 486	2 675
	Résultat d'exploitation		25 518	26 879
+/-	Gains ou pertes nets sur autres actifs		0	0
	Résultat avant impôt		25 518	26 879
_	Impôts sur le résultat	10-10b	8 648	9 079
	Résultat net		16 870	17 799
-	Intérêts minoritaires		0	0
	Résultat net part du groupe		16 870	17 799
	Résultat par action		4,61 €	4,86 €

TABLEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES

	Capita	al et réserves	s liées	Réserves conso.	Gains/pertes l différés (ne					
(en milliers d'euros)	Capital	Primes	Réserves	Réserves consolidées	Variations de vinstruments f		Résultat net part du groupe	Total Capitaux propres part du groupe	Capitaux propres part des minoritaires	Total capitaux propres consolidés
					Variation juste valeur sur actifs disponibles à la vente	Variation juste valeur dérivés de couverture				
Capitaux propres au 31 décembre 2009	5 535	28 767		93 589	701	-6 587	17 267	139 272	1	139 273
Affectation du résultat N-1				17 267			-17 267			
Distribution N au titre du résultat N-1				-8 711				-8 711		
Augmentation capital et prime d'émission	48	1 383						1 431		
Variations de valeurs des instruments financiers et immobilisations affectant les KP Résultat N				137	262		17 799	399 17 799		
cession actions auto-contrôle acquisition actions auto-contrôle ID sur élimination actions propres				526 -277 -88				526 -277 -88		
Gains/pertes sur instruments flux de trésorerie Subvention d'investissement Autres variations :				-182 -60 -1		-406		-588 -60 -1		
Capitaux propres au 31 décembre 2010	5 583	30 150		102 201	963	-6 993	17 799	149 703	1	149 704
Affectation du résultat N-1				17 799			-17 799			
Distribution N au titre du résultat N-1				-3 661				-3 661		
Variations de valeurs des instruments financiers et immobilisations affectant les KP				1	82			83		
Résultat N							16 870	16 870		
cession actions auto-contrôle acquisition actions auto-contrôle ID sur élimination actions propres				115 -139 8				115 -139 8		
Gains/pertes sur instruments flux de trésorerie Autres variations :						-5 948		-5 948		
Capitaux propres au 31 décembre 2011	5 583	30 150	0	116 325	1 045	-12 941	16 870	157 032	1	157 033

RESULTAT NET ET GAINS ET PERTES COMPTABILISES DIRECTEMENT EN CAPITAUX PROPRES

en K€

	31/12/2011	31/12/2010
RESULTAT NET	16 870	17 799
	varia	tions
Gains/pertes sur titres à revenu fixe des actifs financiers disponibles à la vente	-54	59
Gains/pertes sur titres à revenu variable des actifs financiers disponibles à la vente	179	341
Impôts comptabilisés directement en capitaux propres	-43	-138
sous-total	82	262
Réévaluation des instruments dérivés de couverture de flux de trésorerie	-9 071	-715
Impôts comptabilisés directement en capitaux propres	3 123	309
sous-total	-5 948	-406
Total des gains/pertes comptabilisés directement en capitaux propres	-5 866	-144
Total du RESULTAT NET et des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	11 004	17 655

	Ī	31 décembre 2011	31 décembre 2010
	Résultat net	16 870	17 799
- Dotations nettes aux amortissements Immobilisations corporelles et incorporelles		-1 041	-929
- annulation reprise provision		691	2 846
- Autres mouvements		15 419	13 594
Augmentation du stock de dettes représentées par un titre		4 985	2 491
Dividendes reçus (reclassés en flux lié aux actifs financiers)		-170	-142
Elimination charges sociales provisionnées		1 723	2 129
Elimination charge IS calculée		8 648	9 079
Autres mouvements (charges à payer, produits à recevoir,)		233	37
Composantes non monétaires comprises dans le résultat net et autres ajustements		15 069	15 511
Composantes des activités opérationnelles			
Flux liés aux opérations avec la clientèle		-29 693	-209
Elimination impact des produits calculés (dotation et reprise de provisions)		-1 706	-3 276
Augmentation du poste prêts et créances (solde net réalisations - remboursements)		-35 323	892
Augmentations des dettes envers la clientèle (comptes courants)		7 336	2 175
Flux liés aux autres opérations affectant des actifs ou passifs financiers		4 447	734
Elimination reprise DD en capitaux propres		-102	-203
Elimination étalement prime		26	31
Elimination impact des produits calculés (dotation et reprise de provisions)		-524	175
Dividendes reçus		170	142
Acquisition/Cessions titres en portefeuille (actifs financiers disponibles à la vente)		1 695	-414 -144
Elimination variation valeur portefeuille disponible à la vente Variation nette liée à l'élimination des actions d'autocontrôle		-5 866 -23	-144 249
Acquisition/Cessions instrument de couv de flux de tréso		9 071	897
Flux liés aux autres opérations affectant des actifs ou passifs non financiers		-6 335	-4 198
Elimination de la subvention d'investissement virée au compte de résultat		0	-60
Elimination impact des produits calculés (dotation et reprise de provisions)		0	0
Elimination dette liée aux charges sociales provisionnées		-1 723	-2 129
Elimination de la créance IS calculée		-19	341
Variation autres créances		-4 594	-2 351
- Impôt décaissé		-8 629	-9 420
Trésorerie nette provenant des activités opérationnelles		-8 271	20 217
Florities and because the development		0.5	4.000
Flux liés aux immeubles de placement		-95 289	1 303
Elimination charge/produit calculé (dotation/reprise aux amortissements/provisions) Variation poste Immeubles de placement		-385	192 1 110
variation posto minicastos de placomon		000	1110
Flux liés aux Immobilisations corporelles et incorporelles		339	68
Elimination charge calculée (dotation aux amortissements)		862	760
Elimination production immobilisée MOE/MOA		-149	(
Acquisitions d'immobilisations corporelles		-222	-607
Acquisitions d'immobilisations incorporelles		-152	-85
Trésorerie nette provenant des activités d'investissement		244	1 371
Augmentation du Capital		0	1 431
Flux de trésorerie provenant ou à destination des actionnaires		-3 661	-8 711
Trésorerie nette provenant des activités de financement		-3 661	-7 280
Tréannaige à éarthalanta taréann de Staireann			
Trésorerie et équivalents trésorerie à l'ouverture		19 544	5 236
Trésorerie nette provenant des activités opérationnelles		-8 271	20 217
Trésorerie nette provenant des activités d'investissement		244	1 37
Trésorerie nette provenant des activités de financement		-3 661	-7 280
Trésorerie et équivalents trésore	erie à la clôture	7 855	19 544

Notes annexes aux comptes consolidés

I Principes de consolidation comptable

Nos états financiers consolidés au 31 décembre 2011 ont été établis en conformité avec les normes IAS.

Outre le bilan et le compte de résultat consolidés, les états financiers consolidés comprennent un tableau des variations des capitaux propres et des participations minoritaires, un tableau des flux de trésorerie, un tableau de résultat net et gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres ainsi que les notes annexes. L'information sectorielle est présentée dans les notes annexes. Aucun changement de méthode comptable n'a été adopté en 2011.

II Faits marquants de la période

NEANT

III Méthodes et évaluations comptables

<u>Changements d'estimations et de modalités</u> d'application

Dans le cadre de l'harmonisation des règles et principes comptables avec le Groupe Crédit Mutuel Arkéa, le CFCAL a adapté ses règles d'estimations et de modalités d'application relatives aux provisions sur base de portefeuille et aux dépréciations durables.

Provisions sur base de portefeuille

Le Groupe CFCAL a modifié les paramètres de détermination de l'assiette des encours faisant l'objet d'une provision sur base de portefeuille. Les provisions demeurent évaluées sur la base de données statistiques, les paramètres de PD et LGD étant déterminés à partir de données historiques conservées par le CFCAL. Ce changement d'estimation et de modalités d'application conduit à un stock final au 31 décembre 2011 de 1 650K€.

Dépréciations durables

Le Groupe CFCAL a modifié ses critères objectifs de dépréciation durable sur son portefeuille de titres. Ainsi une dépréciation durable est constatée lorsqu'il est observé une baisse de la valeur de plus de 50% ou une moins-value sur le titre depuis plus de 24 mois conformément aux règles du groupe CMArkéa (au lieu de 36 mois appliqué précédemment).

<u>Utilisation d'estimations dans la préparation des</u> états financiers

La préparation des états financiers peut nécessiter la formulation d'hypothèses et la réalisation d'estimations qui se répercutent dans la détermination des produits et des charges, des actifs et passifs du bilan et dans l'annexe aux comptes. Dans ce cas de figure, les gestionnaires, sur la base de leur jugement et de leur expérience, utilisent les informations disponibles à la date d'élaboration des états financiers pour procéder aux estimations nécessaires. C'est notamment le cas :

- des dépréciations au titre du risque de crédit
- des dépréciations des titres à revenu variable
- du calcul de la valeur de marché des instruments financiers pour lesquels cette information doit être portée dans les notes annexes aux états financiers
- et de la détermination des provisions pour risque et pour couverture des engagements sociaux.

Périmètre de consolidation

Le Crédit Foncier et Communal d'Alsace et de Lorraine-Banque détient 99,99% du capital de la société Crédit Foncier et Communal d'Alsace et de Lorraine-Société de Crédit Foncier (CFCAL-SCF). Cette société contrôlée de manière exclusive est consolidée par la méthode de l'intégration globale.

Le périmètre du groupe CFCAL n'a pas évolué au 31 décembre 2011.

<u>Instruments financiers</u> comptabilisation et évaluation (IAS 39). — IFRS 7

Conformément à IAS 39 et IFRS 7, tous les actifs et passifs financiers qui comprennent également les instruments financiers dérivés doivent être présentés dans le bilan. A cette fin, l'intégralité du portefeuille doit être répartie en plusieurs groupes et évaluée en fonction de la classification correspondante. Les remarques ci-dessous résument la manière dont nous avons appliqué les règles stipulées dans cette norme au sein de notre groupe. Conformément à l'amendement IFRS 7, le CFCAL a classé ses actifs et passifs financiers évalués à la juste valeur en trois niveaux :

- <u>Niveau 1</u>: des prix (non ajustés) cotés sur des marchés actifs pour des actifs ou passifs identiques. Il s'agit essentiellement d'actions et d'obligations d'Etats.
- Niveau 2: des données autres que les prix cotés visés au niveau 1, qui sont observables pour l'actif ou le passif concerné, soit directement (à savoir les prix) ou indirectement (à savoir des données dérivées de prix). Les instruments financiers cotés sur des marchés considérés comme insuffisamment actifs ainsi que ceux négociés sur des marchés de gré à gré sont présentés dans ce niveau.
- <u>Niveau 3</u>: des données relatives à l'actif ou au passif qui ne sont pas basées sur des données observables de marché (données non observables). Le Groupe CFCAL ne détient pas d'actifs financiers dans ce niveau.

La norme IAS 39.42 précise qu'il y a compensation des actifs et passifs financiers si deux conditions sont réunies:

- un droit juridiquement exécutoire de compenser les montants comptabilisés ;
- une intention soit de régler le montant net, soit de réaliser l'actif et le passif simultanément.

Le Groupe CFCAL n'est pas concerné par cette norme.

Classification et évaluation des actifs et passifs financiers :

Les instruments financiers comprennent les placements dans des instruments de capitaux propres et les titres d'emprunts, les prêts et créances, la trésorerie et les équivalents de trésorerie.

La trésorerie et les équivalents de trésorerie comprennent les fonds en caisse et les dépôts à vue. Les lignes bancaires confirmées qui font partie intégrante de la gestion de la trésorerie du Groupe CFCAL constituent une composante de la trésorerie et des équivalents de trésorerie pour les besoins du tableau des flux de trésorerie.

Prêts et créances

Les prêts affectés à cette catégorie vérifient simultanément les critères suivants : les prêts sont émis ou acquis sans intention de les céder à court terme, l'entité n'a pas opté pour l'option juste valeur, ils ne sont pas cotés sur un marché actif, leurs flux futurs sont fixes ou déterminables. Ils sont évalués au coût amorti. Cette méthode consiste à actualiser au taux d'intérêt effectif les flux futurs. Le taux d'intérêt effectif est le taux qui génère les flux corrigés de l'effet de remboursement anticipé telle que la valeur actuelle de ces flux égalise le capital initial augmenté des coûts internes.

Cette catégorie recouvre à l'actif l'ensemble des prêts accordés par le groupe CFCAL et au passif les ressources du CFCAL.

Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance

Il s'agit des actifs financiers à paiements fixés ou déterminables et à échéances fixées que l'entreprise a l'intention expresse et la capacité de conserver jusqu'à l'échéance. Le Groupe CFCAL n'a pas utilisé la catégorie « Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance » au 31 décembre 2011.

Actifs financiers disponibles à la vente

Cette catégorie recouvre l'ensemble des actifs financiers, quelle que soit leur nature, n'entrant dans aucune des catégories précédentes. Il s'agit principalement de titres portant intérêt, et d'actions. Ce portefeuille est évalué à la juste valeur par référence à son cours coté à la date de clôture avec impact sur les capitaux propres, dans la rubrique « Gains/pertes latents ou différés », après prise en considération de l'impôt différé. Les plus-values et moins-values n'affectent le compte de résultat qu'au moment de la cession de l'actif ou d'une dépréciation définitive.

<u>Dépréciation des actifs financiers disponibles à la vente</u>

Les « Actifs financiers disponibles à la vente » essentiellement composés de titres, sont dépréciés individuellement par contrepartie du compte de résultat lorsqu'il existe une indication objective de dépréciation durable résultant d'un ou plusieurs évènements intervenus depuis l'acquisition.

S'agissant d'un titre à revenu variable coté sur un marché actif, une baisse significative du cours constitue une dépréciation possible qui conduit le Groupe à procéder à une dépréciation déterminée sur la base du cours coté. Les règles Groupe Crédit Mutuel Arkéa ont été appliquées, soit une baisse de plus de 50% ou une moins-value observée depuis plus de 24 mois est considérée comme significative et déclenche une évaluation approfondie du titre.

La dépréciation d'un titre à revenu variable est enregistrée en déduction du Produit Net Bancaire sous la rubrique « Gains ou pertes nets sur titres disponibles à la vente ». Cette dépréciation ne pourra pas être reprise par le compte de résultat, mais par les capitaux propres.

Actifs financiers à la juste valeur par résultat

Le CFCAL ne détient pas de titres à la juste valeur par résultat.

Dérivés de couverture :

Afin de pouvoir qualifier comptablement un instrument dérivé d'instrument de couverture, il est nécessaire de documenter dès l'initiation la relation de couverture (stratégie de couverture, nature du risque couvert, désignation et caractéristiques de l'élément couvert et de l'instrument de couverture)

Par ailleurs, l'efficacité de la couverture doit être démontrée à l'origine et vérifiée rétrospectivement. Les dérivés conclus dans le cadre de relations de couverture sont désignés en fonction de l'objectif poursuivi.

Couverture de flux de trésorerie :

La couverture de flux de trésorerie a pour objectif de réduire le risque inhérent à la variabilité des flux futurs d'un instrument financier (notamment, couverture du risque de taux des actifs et passifs à taux révisable).

La partie efficace des variations de juste valeur du dérivé est inscrite dans une ligne spécifique des capitaux propres recyclables, la partie inefficace devant être enregistrée en compte de résultat.

Les intérêts courus du dérivé de couverture sont portés en compte de résultat symétriquement aux intérêts courus de l'élément couvert (dans la ligne « intérêts et produits ou charges assimilés »).

Les instruments couverts restent comptabilisés selon les règles applicables à leur catégorie comptable.

En cas d'interruption de la relation de couverture (non-respect des critères d'efficacité ou vente du dérivé ou de disparition de l'élément couvert), les montants cumulés inscrits en capitaux propres sont transférés au fur et à mesure en résultat lorsque la transaction couverte affecte elle-même le résultat ou rapportés immédiatement en résultat en cas de disparition de l'élément couvert.

Créances

Les créances émises sont évaluées au coût amorti à l'aide de la méthode du Taux d'Intérêt Effectif. Le coût amorti d'un crédit est le montant auquel il a été évalué lors de sa comptabilisation initiale, diminué des remboursements de capital, majoré ou diminué de l'amortissement de certains coûts et commissions à étaler et surcotes/décotes, actualisés au TIE et diminué de toute réduction pour dépréciation ou non recouvrabilité.

Une dépréciation est comptabilisée lorsqu'une perte est encourue du fait d'un événement intervenu après la comptabilisation initiale de l'actif. Le montant de la dépréciation est la différence entre le montant inscrit au bilan au titre de l'actif et le montant recouvrable qui correspond à la valeur actualisée des flux futurs estimés recouvrables. Le taux d'actualisation est le taux d'intérêt effectif d'origine de l'actif. Dans l'appréciation des flux futurs estimés, le CFCAL retient notamment la valeur des gages apportés par les débiteurs.

Les modifications de valeur des actifs ainsi dépréciés sont enregistrées dans le compte de résultat, dans la rubrique « Coût du risque ». Toute réappréciation postérieure du fait d'une cause objective intervenue après la dépréciation est constatée par le compte de résultat, également dans la rubrique « Coût du risque ». A compter de la dépréciation, la rubrique « Intérêts et produits assimilés » du compte de résultat enregistre la rémunération théorique de la valeur nette comptable

de l'actif calculée au taux d'intérêt effectif d'origine utilisé pour actualiser les flux jugés recouvrables.

Outre les dépréciations sur base individuelle, le groupe CFCAL procède à des dépréciations sur base de portefeuille. (Voir détail ci-dessus – « III méthodes et évaluations comptables - Provisions collectives »).

Immobilisations

Conformément à la norme IAS 38, une immobilisation incorporelle est comptabilisée en tant qu'actif si :

- il est probable que les avantages économiques futurs associés à cet actif iront à l'entreprise et
- le coût de cet actif peut être évalué de façon fiable

Les normes IAS 16, et IAS 40 distinguent plusieurs catégories d'immobilisations :

- Les immeubles de placement : IAS 40 définit un immeuble de placement comme un bien immobilier (terrain ou bâtiment ou partie de bâtiment ou les deux) détenu (par le propriétaire ou par le preneur dans le cadre d'un contrat de location financement) pour en retirer des loyers ou pour valoriser le capital ou les deux, plutôt que pour l'utiliser dans la production ou la fourniture de biens ou de services ou à des fins administratives ou le vendre dans le cadre de l'activité ordinaire.
- Les autres immobilisations corporelles: selon IAS 16, il s'agit des actifs corporels qui sont détenus par une entité soit pour être utilisés dans la production ou la fourniture de biens et services, soit pour être loués à des tiers, soit à des fins administratives; pour les biens immobiliers, ce sont ceux qui sont occupés par leur propriétaire, par opposition aux immeubles de placement.

Le Groupe CFCAL a retenu comme règle de comptabilisation des immeubles de placement et autres immobilisations corporelles celle du coût, soit la valeur d'origine diminuée du cumul des amortissements. La valeur résiduelle des immobilisations est considérée comme nulle.

L'approche par composant consiste à amortir distinctement les éléments significatifs d'une immobilisation prise dans son ensemble. Si certains de ces éléments ont un même plan d'amortissement (durée et mode), ils peuvent toutefois être regroupés pour déterminer la charge d'amortissement (*IAS16 § 45*). Les grandes catégories de composants suivantes ainsi que les durées d'amortissement associées ont été déterminées pour les immeubles :

- Terrain,
- Gros œuvre, (50 ans)
- Couverture / Façade / Etanchéité (20 ans)
- Equipments Techniques (10 ans)
- Agencements (10 ans).

Les autres immobilisations sont amorties selon le système de l'amortissement linéaire ou dégressif soit :

- Matériel informatique dégressif 3 à 5 ans
- Autres matériels linéaire 10 ans
- Logiciels linéaire 1 à 8 ans

Stock des immeubles acquis par adjudication

Au 31 décembre 2011, le Groupe CFCAL constate un stock de 20 biens acquis par adjudication pour un montant total brut de 1 456 K€.

Dettes représentées par un titre

Ce poste comprend notamment des obligations foncières ou d'autres titres bénéficiant du privilège défini à l'article L 515-19 du code monétaire et financier, mais également des titres de créances négociables destinés à assurer le financement de l'activité du Groupe CFCAL.

Ces titres sont inscrits au passif du bilan sous la rubrique « Dettes représentées par un titre » pour leur valeur nominale.

Les intérêts et charges relatifs à ces dettes sont comptabilisés en charges d'exploitation bancaire pour leurs montants courus, échus et non échus, calculés prorata temporis sur la base des taux contractuels.

Dettes à terme

Ce poste comprend un emprunt interbancaire avec la Caisse d'Epargne de Bourgogne bénéficiant du privilège défini à l'article L 515-19 du code monétaire et financier ainsi que des emprunts interbancaires en blanc avec le Crédit Mutuel Arkéa.

Le montant nominal figure au passif du bilan sous la rubrique « Dettes envers les établissements de crédit ».

Les intérêts relatifs sont comptabilisés en charges d'exploitation bancaire pour leurs montants courus, échus et non échus, calculés prorata temporis sur la base des taux contractuels.

Provisions

La norme IAS 37 définit une provision comme un passif dont l'échéance ou le montant sont incertains. Le montant comptabilisé en provision doit être la meilleure estimation de la dépense nécessaire à l'extinction de l'obligation actuelle à la date de clôture.

Le CFCAL provisionne dans cette catégorie les assignations auxquelles le groupe doit faire face

dans le cadre de son activité ainsi que les contentieux fiscaux.

Provision pour engagements de retraite

Les engagements de retraite sont intégralement provisionnés conformément aux dispositions d' IAS 19. Ils sont déterminés par des actuaires indépendants sur la base d'un taux d'actualisation de 4,75% de l'application des tables de mortalité par générationnels, du taux de turn-over et des profils de carrière propres au CFCAL-Banque. Une provision pour prime d'ancienneté est comptabilisée conformément à l'accord collectif en vigueur.

La méthode de comptabilisation retenue permet d'amortir les écarts actuariels selon la règle du corridor pour les Indemnités de Fin de Carrière. Pour les Primes d'Ancienneté, les écarts actuariels doivent être reconnus immédiatement (il s'agit d'un régime de type « autres avantages à long terme »).

Impôts sur les sociétés

Impôt différé

Selon IAS 12, les impôts différés sont calculés sur la base d'une approche bilantielle, c'est-à-dire sur les différences constatées entre la valeur comptable d'un actif ou d'un passif, et sa valeur fiscale.

Des actifs d'impôts différés sont constatés pour toutes les différences temporelles déductibles dans la mesure où il est probable que l'entité disposera de bénéfices imposables futurs sur lesquels ces différences temporelles pourront être imputées.

La cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises (CVAE) étant traitée comme une charge opérationnelle, elle n'entraîne pas la comptabilisation d'impôts différés dans les comptes consolidés.

Capital

Rachat d'instruments de capitaux propres (actions propres)

Si le Groupe CFCAL rachète ses propres instruments de capitaux propres, le montant de la contrepartie payée est comptabilisé net d'impôt, en diminution des capitaux propres.

Les actions rachetées sont classées en tant qu'actions propres et déduites des capitaux propres. Lorsque les actions propres sont vendues ou remises en circulation, le montant reçu est comptabilisé en augmentation des capitaux propres, et le solde positif ou négatif de la transaction est transféré en majoration ou en minoration des résultats non distribués.

IV Détermination de la juste valeur

Un certain nombre de méthodes comptables et d'informations nécessitent de déterminer la juste valeur d'actifs et de passifs financiers et non financiers. Les justes valeurs ont été déterminées pour des besoins d'évaluation ou d'informations à fournir, selon les méthodes suivantes. Des informations complémentaires sur les hypothèses retenues pour déterminer les justes valeurs sont indiquées, le cas échéant, dans les notes spécifiques à l'actif ou au passif concerné. Le Groupe CFCAL indique la détermination de la juste valeur de ses actifs et passifs financiers dans les notes annexes.

<u>Immobilisations corporelles</u>

La juste valeur des immobilisations corporelles repose sur les valeurs de marché. La valeur de marché d'un immeuble est le montant estimé auquel cet actif pourrait être échangé à la date de l'évaluation, après des actions de marketing appropriées, entre des parties bien informées, consentantes et agissant dans des conditions de concurrence normale, en dehors de toute contrainte particulière. La valeur de marché des installations, équipements et agencements repose sur le prix de marché affichés pour des éléments similaires.

Immeubles de placement

Tous les six mois, l'expert interne au Groupe CFCAL révise les évaluations effectuées par l'évaluateur externe. Ce dernier est indépendant et une qualification possède professionnelle appropriée et reconnue et une expérience récente quant à la localisation géographique et la catégorie de l'immeuble de placement objet de l'évaluation. La juste valeur repose sur la valeur de marché qui est le montant estimé auquel cet actif pourrait être échangé, après des actions de marketing appropriées, entre des parties bien informées, consentantes et agissant dans des conditions de concurrence normale, en dehors de toute contrainte particulière.

Note 1 - Intérêts, produits et charges assimilés

(en milliers d'euros)		31/12/2011			31/12/2010	
(4.1.1	Produits	Charges	Net	Produits	Charges	Net
Opérations interbancaires Intérêts sur comptes à vue, à terme, prêts et emprunts Charges sur opérations de hors-bilan	192	(1) 2 947 5	-2 760 -2 755 -5	60	331	-271 -271
Opérations avec la clientèle			64 672			64 544
Intérêts sur comptes à vue, à terme, prêts et emprunts (hors régime spécial)	65 128	263	64 865	64 753	181	64 572
(dont intérêts sur créances dépréciées calculés au TIE)	-1 031		-1 031	2 140		2 140
Intérêts sur comptes à régime spécial		193	-193		28	-28
Dettes représentées par un titre			-18 864			-18 718
Charges sur certificat de dépôt et BMTN		5 248	-5 248		3 501	-3 501
Charges sur emprunts obligataires		13 616	-13 616		15 217	-15 217
Instruments dérivés de couverture			-8 241			-10 494
Intérêts sur instruments de taux d'intérêt		8 241	-8 241	0	10 494	-10 494
Autres	52	90	-38	38	90	-52
Total des intérêts et produits (charges) assimilés	65 372	30 603	34 769	64 851	29 842	35 009

^(1) dont intérêts sur emprunts interbancaires Arkéa pour 2 656K \in

Note 2 - Commissions (Produits et charges)

, an .		31/12/2011		31/12/2010			
(en milliers d'euros)	Produits	Charges	Net	Produits	Charges	Net	
Commissions sur opérations avec la clientèle Indemnités de remboursements anticipés Commissions sur moyens de paiement Commissions sur opérations sur titres Autres commissions	4 737 249 15 602	(2) 896 30 438	4 737 249 -15	4 228 289 10	35	4 228 289 -25	
Total des commissions nettes	5 603	1 364	4 239	5 184	683	4 501	

⁽²⁾ dont versement d'une sur-commission aux IOB pour $601\,\mathrm{K}\mbox{\ensuremath{\ensuremath{\in}}}$

Note 3 - Gains ou pertes nets sur actifs financiers disponibles à la vente

(en milliers d'euros)	31/12/2011	31/12/2010	variation
Actions et autres titres à revenu variable Résultats de cession Dividendes reçus Dépréciation durable Autres	-234 170 -627 (1)	-1 142 -28 -24	-233 28 -599 24
Total des gains/pertes nets sur actifs financiers disponibles à la vente comptabilisé dans le résultat	-691	89	-780

⁽¹⁾ Dépréciation en sensible hausse dûe à la forte baisse des cours de bourse en 2011 (chute du CAC 40 proche de 17% au 31/12/2011)

Comptabilisés directement en capitaux propres :			
Gains/pertes sur titres à revenu fixe des actifs financiers disponibles à la vente Gains/pertes sur titres à revenu variable des actifs financiers disponibles à la vente Impôts comptabilisés directement en capitaux propres	159 1435 -549	213 1255 -505	-54 180 -44
Total des gains/pertes nets sur actifs financiers disponibles à la vente comptabilisé en capitaux propres	1 045	963	82

Note 4 - Produits et charges des autres activités

(en milliers d'euros)		31/12/2011			31/12/2010		
	Produits	Charges	Net	Produits	Charges	Net	
Résultat de cession d'immeubles de placement Dotations et reprises d'amortissements et de provisions sur				193		193	
immeubles de placement Revenus et charges sur immeubles de placement	1 121	179 365	-179 756		169 428	-169 670	
Total des produits et charges sur immeubles de placement	1 121	544	577	1 291	597	694	
Résultat de cession d'immeubles acquis par adjudication	749	711	38	299	358	-59	
Immobilisation charges MOE/MOA (1)	149		149				
Autres produits et charges divers d'exploitation	37	1	36	1 336	98	1 238	
Dotations et reprises de provisions aux autres produits et charges d'exploitation (2)	1 908	464	1 444	3 591	3 378	213	
Autres produits d'exploitation bancaire	2 843	1 176	1 667	5 226	3 834	1 392	
TOTAL GENERAL	3 964	1 720	2 244	6 517	4 431	2 086	

⁽¹⁾ Selon les instructions du groupe Arkéa, le CFCAL active les charges MOE/MOA (création de logiciels en interne) depuis le 1er juillet 2011 (cf règles comptables) (2) dont reprise de provisions pour 1 737K€ affaire SCI LA VICTORINE - fin de la procédure (arrêt cour d'appel du 05/03/2009 devenu définitif)

Note 5 : Charges générales d'exploitation

(en milliers d'euros)		31/12/2011	31/12/2010
Impôts et taxes	(1)	727	1 001
Services extérieurs	(2)	3 078	2 020
Total Autres frais administratifs		3 805	3 021
Frais de personnel	(2)	7 890	8 351
Total Charges générales d'exploitation		11 695	11 372

⁽¹⁾ compte tenu d'une reprise de provisions CMVA pour 554K€ ainsi q'une charge supplémentaire ACP/AMF/Risque systémique pour 251K€ (2) une somme de 504K€ représentant la charge du personnel refacturée par le groupe Arkéa a été transférée du poste "frais de personnel" au poste "services extérieurs"

Note 6: Frais de personnel

(en milliers d'euros)	31/12/2011	31/12/2010
Salaires et traitements Charges de retraite Autres charges sociales et fiscales Intéressement et participation	4 024 440 2 033 1 393	4 238 469 1 898 1 746
Total Frais de Personnel	7 890	8 351

Ventilation de l'effectif

	31/12/2011	31/12/2010
Non cadres Cadres	91 25	84 25
Total Effectif	116	109

Note 7: Engagements sociaux

Le passif social est exclusivement constitué par les indemnités de fin de carrière et les primes d'ancienneté, conformes aux conventions légales et intégralement provisionnées. Ils sont déterminés par des actuaires indépendants sur la base d'un taux d'actualisation de 4,75%, de l'application des tables de mortalité par générationnels, du taux de turn-over et des profils de carrière propres au CFCAL. Les départs observés ces dernières années sont des départs en retraite. Cette cause étant modélisée par ailleurs, le taux de rotation au sein de la société peut donc être considéré comme nul. Pour la première fois cette année des départs par démission ont été constatés. L'historique est cependant trop faible pour justifier une modification de l'hypothèse.

	ANNEXE IAS19				En Euros
	GROUPE	CFCAL	CFCAL	CFCAL	CFCAL
	REGIME	Groupe	Groupe	IDR	Prime d'ancienneté
			01/01/2011 31/12/2011		01/01/2011 31/12/2011
A.	Evolution de l'engagement	31/12/2010	31/12/2011	51/12/2011	31/12/2011
	Engagement à l'ouverture			(461 866)	(218 561)
	Coût des services rendus Charge d'intérêt	(37 741) (34 852)	(45 949) (25 176)	(29 286) (17 089)	(16 663) (8 087)
	Cotisations versées par les salariés	0	0	0	0
	Prestations payées (Pertes) et gains actuariels	46 422	12 838 142 168	96 749	12 838
	Engagement à la clôture	109 101 (596 281)		(411 492)	45 419 (185 054)
	Charge de l'exercice			. ,	
	Coût des services rendus	(37 741)	(45 949)	(29 286)	(16 663)
	Charge d'intérêt Amortissement des services passés	(34 852)	(25 176) 0	(17 089) 0	(8 087) 0
	Amortissement des (pertes) et gains actuariels Gains/(pertes) de réduction	(2 243) 0	42 470 0	(2 949) 0	45 419 0
	Gains/(pertes) de liquidation	0	0	0	o
11.	(Charge)/Produit de retraite de l'exercice	(74 836)	(28 655)	(49 324)	20 669
D.	Provision reconnue au bilan				
	Engagements non financés	(596 281)	(596 546)	(411 492)	(185 054)
	Services passés non reconnus Pertes/(gains) actuariels non reconnus	0 51 402	0 16 388	0 16 388	0
	(Provision)/Actif de fin d'exercice		(580 158)		(185 054)
E.	Evolution de la provision				
	Provision à l'ouverture		(564 341)		(218 561)
	Charge de l'exercice Prestations payées par l'employeur	(74 836) 46 422	(28 655) 12 838	(49 324) 0	20 669 12 838
	(Provison)/Actif de fin d'exercice		(580 158)	(395 104)	(185 054)
	Hypothèses (fin d'exercice)				
	Taux d'actualisation Taux d'augmentation des salaires	4,6% 1,27%	4,75% 1,20%	4,75% 1,20%	4,75% 1,20%
	Age moyen de départ en retraite	62 ans	62 ans	62 ans	62 ans
G.	Population concernée				
	Date d'extraction des données Nombre de salariés bénéficiaires		31/12/2011	31/12/2011	31/12/2011
	Durée d'amortissement	100	99	99	99
	Durée résiduelle d'activité	23,7	23,60	23,60	n.a
	Durée résiduelle d'acquisition des droits	22,44	22,44	23,60	n.a
	Durée de l'engagement	22,44	22,44	23,60	n.a
	Information complémentaires	(504 447)	(500.000)	(400.004)	(101.515)
2.	Engagement (taux d'actualisation -0.5%) Engagement (taux d'actualisation +0.5%)	(621 417) (549 678)	(633 899) (562 636)	(439 284) (386 370)	(194 615) (176 266)
3.	TOTAL des gains / (pertes) actuariels de l'exercice	109 101	142 168	96 749	45 419
3.a	Gains & (Pertes) actuariels - changement d'hypothèses	68 467	78 622	58 309	20 313
3.b	Gains & (Pertes) actuariels - ajustement d'expérience	40 634	63 546	38 440	25 106
ĸ.	Charge de l'exercice prévisible (N+1)				
	Coût des services rendus	(38 978)	(38 536)	(24 595)	(13 941)
	Charge d'intérêt Amortissement des services passés	(27 429)	(28 336) 0	(19 546) 0	(8 790) 0
	Amortissement des (pertes) et gains actuariels Gains/(pertes) de réduction	(493) 0	0	0	0
	Gains/(pertes) de liquidation	0	0	0	Ö
11.	(Charge)/Produit de retraite de l'exercice	(66 900)	(66 872)	(44 141)	(22 731)

Note $\bf 8\,$ - Dotations aux amortissements et dépréciations des immobilisations d'exploitation

(en milliers d'euros)	31/12/2011	31/12/2010
Dotations aux amortissements et dépréciations des immobilisations incorporelles et corporelles	862	760
Dotations aux amortissements et dépréciations des immobilisations corporelles et incorporelles	862	760

Note 9- Coût du risque

(en milliers d'euros)	31/12/2011	31/12/2010
Dotations		
Opérations avec la clientèle (dont effet désactualisation)	4 615 0	4 850 0
Divers (stock adjudication, loyers douteux)	99	114
DOTATIONS	4 714	4 964
Reprises		
Opérations avec la clientèle (dont effet désactualisation)	4 194 1 031	3 476 <i>879</i>
Divers (stock adjudication, loyers douteux)	210	139
REPRISES	4 404	3 615
Pertes et récupérations : Pertes sur créances irrécouvrables Récupérations sur créances amorties	2 343 -167	1 367 -41
PERTES ET RECUPERATIONS	2 176	1 326
COUT DU RISQUE	-2 486	-2 675

Note 10- Impôt sur le résultat

A) Composante de la charge d'impôt

(en milliers d'euros)	31/12/2011	31/12/2010
Charge d'impôt exigible Impact impôts différés	8 629 19	9 420 -341
Charge d'impôt comptabilisée	8 648	9 079

B) Explication de la charge d'impôt

	31/12/2011	31/12/2010
Résultat net part du groupe	16 870	17 799
Charge (produit) d'impôt	8 648	9 079
Résultat comptable avant impôt et dépréciation des écarts d'acquisition	25 518	26 879
Taux d'imposition de droit commun français	34,43%	34,43%
Charge (produit) d'impôt théorique aux taux en vigueur en France	8 786	9 254
Effet des différences permanentes	-138	-175
Charge (produit) d'impôt comptabilisée	8 648	9 079
Taux effectif d'impôt (charge/produit d'impôt comptabilisé rapporté au résultat taxable)	33,89%	33,78%

C) Composition des impôts différés au bilan

(en milliers d'euros)	31/12/2010	Variations portant sur des éléments comptabilisés en résultat	Variations portant sur des éléments comptabilisés en capitaux propres	autres mouvements	31/12/2011
Provisions pour engagements sociaux Provisions pour risques de crédit non déductibles Autres provisions Autres différences temporelles Reprise provision dépréciation durable passée en KP	726 1 626 1 515 4 449 35	196 -498		-35	673 1 822 1 017 7 448 0
Actifs d'impôts différés	8 351	60	2 584	-35	10 960
Variation de juste valeur positive des actifs disponibles à la vente Reprise provision dépréciation durable passée en KP Autres différences temporelles	506 35 834		43 -547	-35	549 0 365
Passifs d'impôts différés	1 374	79	-504	-35	915
Net d'impôts différés	6 977	-19	3 088	0	10 046

Note 11 - Résultat (dilué) par action

Le CFCAL ne porte aucun instrument dilutif dans son bilan. Le résultat dilué par action est ainsi identique au résultat par action.

Note 12 - Actifs - Instruments dérivés de couverture de flux de trésorerie

(en milliers d'euros)	31/12/2011	31/12/2010
Opérations fermes Taux	(1) 0	1 590
Total des instruments dérivés de couverture de flux de trésorerie	0	1 590

(1) Au 31 décembre 2011 le CFCAL-BANQUE ne constate plus de valeurs positives sur instruments de couverture de flux de trésorerie, Il constate uniquement des justes valeurs négatives (voir note 21)

Note 13 - Actifs financiers disponibles à la vente

(en milliers d'euros)	31/12/2011	31/12/2010
Effets publics et valeurs assimilées	1 335	2 104
Total titres à revenu fixe	1 335	2 104
Actions et autres titres à revenu variable & ATDLT (1) Titres nets de dépréciation durable (2)	3 274 943	4 810 332
Total titres à revenu variable	4 217	5 142
Total des actifs financiers disponibles à la vente	5 552	7 246

(1) Portefeuille AFS évalué à la juste valeur (cf méthodes comptables)

Les titres à revenus variables concernent des SICAV ou des actions cotées sur un marché réglementé

(2) au 31 décembre 2011 application de la méthode du groupe ARKEA c'est à dire moins value du titre observée depuis plus de 24 mois ou 50% de dépréciation alors qu'au 31 décembre 2010 la moins value observée était de 36 mois ou 50% de dépréciation

Note 13a - Détail de valorisation des actifs financiers selon les troix niveaux de valorisation

(en milliers d'euros)	31-déc-11	31-déc-10
Niveau 1 Titres à revenu fixe Titres à revenu variable	1 335 4 217	2 104 5 142
TOTAL AFS	5 552	7 246
Niveau 2 Instruments dérivés Titres de participation Niveau 3 néant	0 154 né	1 590 154 ant

Note 14 - Prêts et créances sur les établissements de crédit

(en milliers d'euros)		31/12/2011	31/12/2010
Comptes ordinaires débiteurs Autres Créances rattachées	(1)	7 680 149 30	18 465 152 17
CREANCES SUR LES ETABLISSEMENTS DE CREDIT		7 859	18 634

(1) dont comptes ordinaires Crédit Mutuel Arkéa (banque du réseau) pour 3 344 K€

Note 15a - Prêts et créances sur la clientèle

(en milliers d'euros)		31/12/2011	31/12/2010
COMPTES ORDINAIRES DEBITEURS	(a)	6	16
Crédits de trésorerie Crédits à l'équipement Crédits à l'habitat Autres crédits		105 997 8 310 166 360 587 225	11 953 193 972
AUTRES CONCOURS A LA CLIENTELE	(b)	867 892	837 370
Créances rattachées Crédits de trésorerie Crédits à l'équipement Crédits à l'habitat Autres crédits	(c)	4 130 453 189 659 2 829	3 998 50 267 781 2 900
CREANCES DOUTEUSES	(d)	131 487	125 102
Montant brut des prêts et créances sur la clientèle (a)+(b)+(c)+(d)	(e)	1 003 515	966 486
Dépréciations clientèle (y compris créances rattachées) Encours sain Encours douteux	(f)	24 901 1 650 23 251	23 195 1 369 21 826
Montant net des prêts et créances sur la clientèle (e) - (f)	978 614	943 291

Note 15b - Analyse du risque sur l'encours des prêts

(en milliers d'euros)		31/12/2011			31/12/2010	
	Douteux non compromis	Douteux compromis	Total	Douteux non compromis	Douteux compromis	Total
Créances douteuses						
Crédits de trésorerie	1 615	5 746	7 360	2 994	5 501	8 495
Crédits à l'équipement	0	476	476	0	477	477
Crédits à l'habitat	29 271	4 562	33 834	29 448	4 799	34 247
Autres crédits	80 245	9 573	89 818	73 135	8 748	81 883
TOTAL	111 131	20 356	131 487	105 577	19 525	125 102
Dépréciations						
Crédits de trésorerie	302	1 394	1 696	307	1 222	1 529
Crédits à l'équipement	0	476	476	0	477	477
Crédits à l'habitat	2 737	2 594	5 331	2 942	2 691	5 634
Autres crédits	10 094	5 655	15 749	9 091	5 095	14 186
TOTAL	13 133	10 118	23 251	12 341	9 485	21 826

Note 16 - Ventilation des créances douteuses selon la durée résiduelle

(en milliers d'euros)	Durée <= à 3 mois	De 3 mois à 1 an	De 1 an à 3 ans	De 3 ans à 5 ans	Durée > à 5 ans	TOTAL 2011	TOTAL 2010
Crédits de trésorerie	6 216	226	499	301	117	7 360	8 495
Crédits à l'équipement	476	0	0	0	0	476	477
Crédits à l'habitat	16 358	716	1 901	1 715	13 143	33 834	34 247
Autres crédits	43 710	1 916	5 357	4 994	33 840	89 818	81 883
Total	66 760	2 859	7 757	7 011	47 100	131 487	125 102

Note 17 - Comptes de régularisation et actifs divers

(en milliers d'euros)	31/12/2011	31/12/2010
Charges constatées d'avence	190	190
Charges constatées d'avance		
Autres comptes de régularisation	104	75
Total des comptes de régularisation	294	265
Stock immeubles acquis par adjudic, non douteux (1)	1 237	737
Débiteurs divers	217	198
Stock immeubles acquis par adjudication douteux	219	269
Débiteurs immobiliers douteux (loyers)	128	188
A déduire provisions autres actifs (stock adjudications, loyers)	-347	-457
Total des actifs divers	1 454	935
Total des Comptes de régularisation et actifs divers (NET)	1 748	1 200

(1) en 2011, le CFCAL est resté adjudicataire de 11 nouveaux biens et 7 biens ont été revendus . Stock final de 20 biens détenus au 31/12/2011

Note 18 - Immeubles de placement

Le CFCAL a opté pour la méthode du coût, soit la valeur d'origine diminuée du cumul des amortissements . Les mouvements constatés sur l'année se présentent ainsi :

(en milliers d'euros)	Immeubles de placement	En-cours	TOTAL
Valeur brute au 31/12/2009	6 142	101	6 243
Acquisitions 2010	229	174	403
Sorties 2010	1 942	248	2 190
Rue Ampère à Epinay sur Seine	1 036		1 036
Rue Thiergarten à Strasbourg	906		906
Valeur brute au 31/12/2010	4 429	27	4 456
Acquisitions 2011	337	396	733
Sorties 2011	0	170	170
Valeur brute au 31 /12/2011	4 766	253	5 019

(en milliers d'euros) AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS	Immeubles de placement	En-cours	TOTAL
Cumul des amortissements et pertes de valeur au 31/12/2009	2 958	0	2 958
Amortissements 2010 Autres mouvements 2010 Rue Ampère à Epinay sur Seine Rue Thiergarten à Strasbourg	169 -846 -378 -468		1 69 - 846 -378 -468
Cumul des amortissements et pertes de valeur au 31/12/2010	2 281	0	2 281
Amortissements 2011	178		178
Cumul des amortissements et pertes de valeur au 31/12/2011	2 459	0	2 459

Valeur nette comptable au 31/12/2011	2 307	253	2 560
Valeur nette comptable au 31/12/2011	2 307	233	2 300

Juste valeur des immeubles de placement (en milliers d'euros) :

Localisation	Juste valeur	Revenus locatifs estimés/an
10, rue du Maire Kuss à Strasbourg 8, rue des Peupliers à Gundershoffen 10, rue St Didier à Paris	700 2 700 11 000	30 144 611
TOTAL	14 400	785

Ces évaluations ont été réalisées par des experts externes et revues par l'expert interne du CFCAL-SCF.

Note 19 - Immobilisations corporelles EXPLOITATION

	Immobilisations corporelles						
(en milliers d'euros)	Terrains et constructions	Locations simples	Equipement, mobilier et autres immobilisations corporelles	Immobilisations corporelles en-cours	Valeurs brutes		
Valeur brute au 31/12/2009	1 269	0	4 988	892	6 279		
Acquisitions 2010 Cessions 2010	107		1 763 -88		2 705 -1 583		
Valeur brute au 31/12/2010	1 376	0	6 663	232	8 271		
Acquisitions 2011 Cessions 2011	10		1 016 -183		1 491 -760		
Valeur brute 31/12/2011	1 386	0	7 496	120	9 002		

	Immobilisations corporelles						
(en milliers d'euros) AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS	Terrains et constructions	Locations simples	Equipement, mobilier et autres immobilisations corporelles	Immobilisations corporelles en- cours	Totaux		
Valeur au 31/12/2009	345	0	3 058	0	3 403		
Dotations aux amortissements 2010 Autres mouvements 2010	18		585 -87		603 -87		
Valeur au 31/12/2010	363	0	3 556	0	3 919		
Dotations aux amortissements 2011 Autres mouvements 2011	18		491		509 0		
Cumul des amortissements et pertes de valeur clôture	381	0	4 047	0	4 428		
Valeur nette comptable au 31/12/2011	1 005	0	3 449	120	4 574		

Note 20 - Immobilisations incorporelles

Valeur nette comptable au 31/12/2011

(en milliers d'euros)	Logiciels	Autres immobilisations incorporelles	Valeurs brutes
Valeur brute au 31/12/2009	1 541		1 541
Acquisitions 2010 Cessions 2010	242 0		242 0
Valeur brute au 31/12/2010	1 783		1 783
Acquisitions 2011 (dont MOE/MOA) Cessions 2011	246 -201		246 -201
Valeur brute au 31/12/2011	1 828		1 828

(en milliers d'euros) AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS	Logiciels	Autres immobilisations incorporelles	Totaux
Cumul des amortissements et pertes de valeur au 31/12/2009	1 323		1 323
Amortissements 2010	157		157 0
Cumul des amortissements et pertes de valeur au 31/12/2010	1 480		1 480
Amortissements 2011	-34		-34
Cumul des amortissements et pertes de valeur à la clôture	1 446		1 446

382

23

382

Note 21 - Passif - Instruments dérivés de couverture de flux de trésorerie

(en milliers d'euros)	31/12/2011	31/12/2010
Opérations fermes Taux	(1) 19 736	12 254
Total des Instruments dérivés de couverture de flux de trésorerie	19 736	12 254

⁽¹⁾ Au 31 décembre 2011 valeurs négatives sur instruments de couverture de flux de trésorerie dont le notionnel pour 55 swaps est de 373M€. Cette juste valeur est basée sur la courbe zéro coupon communiquée par Reuters et relève par conséquent du niveau 2 selon le paragraphe 27A de l'amendement de la norme IFRS 7. (cf méthodes et évaluations comptables)

Note 21a - Détail de valorisation des passifs financiers selon les trois niveaux de valoris

(en milliers d'euros)	31-déc-11 31-déc-10				
Niveau 1					
néant	néant				
Niveau 2					
Instruments dérivés	19 736 12 25				
Niveau 3 néant	néant				

Note 22 - Dettes envers les établissements de crédit

(en milliers d'euros)	31/12/2011	31/12/2010
Comptes à vue des établissements de crédit	89	138
Dettes à vue sur les établissements de crédit	89	138
Emprunts et comptes à terme Dettes rattachées	(1) 175 366 811	42 857 56
Dettes à terme sur les établissements de crédit	176 177	42 913
Total des dettes envers les établissements de crédit	176 266	43 051

^{(1) -} dont emprunt interbancaire CREDIT MUTUEL ARKEA (Banque du réseau) pour 165Me

Note 23 - Dettes envers la clientèle

(en milliers d'euros)		31/12/2011	31/12/2010
Comptes ordinaires créditeurs Comptes à terme Comptes d'épargne à régime spécial Livrets PEL CEL PEA	(1)	10 937 5 163 8 684 7 499 637 43 505	6 331 5 051 6 290 5 498 616 45 131
Autres dettes opérations clientèle Dettes rattachées Total des comptes créditeurs de la clientèle	(2)	1 638 258 26 680	1 546 125 19 343

⁽¹⁾ progression sensible des comptes ordinaires et d'épargne due à la participation de nos clients, actionnaires du CFCAL-BANQUE, à l'OPA de février 2011

⁽²⁾ sommes de la clientèle en instance d'affectation

Note 24 - Dettes représentées par un titre

(en milliers d'euros)	31/12/2011	31/12/2010
Bons de caisse TCN (BMTN et certificats de dépôts) Emprunts obligataires Dettes rattachées * TCN (BMTN et certificats de dépôts) * Emprunts obligataires	2 179 944 436 288 5 101 <i>980</i> 4 121	2 217 951 525 109 6 551 <i>968</i> 5 583
Total des dettes représentées par un titre	621 335	749 613

Note 25 - Comptes de régularisation et passifs divers

(en milliers d'euros)	31/12/2011	31/12/2010
Charges à payer (intérêts courus sur SWAPS) Autres comptes de régularisation créditeurs	822 167	1 247 390
Total des comptes de régularisation - passif	989	1 637
Comptes de règlement relatifs aux opérations sur titres Dettes fiscales et sociales (1) Passifs divers (2)	16 2 733 1 996	56 3 514 1 214
Total des passifs divers	4 745	4 784
Total des Comptes de régularisation et passifs divers	5 734	6 421

 $⁽¹⁾ dont \ provision \ pour \ congés \ payés \ de \ 549 K \\ \varepsilon \ , \ provision \ pour \ CET \quad 171 K \\ \varepsilon \ et \ provision \ intéressement \ et \ participation \ 1 \ 393 K \\ \varepsilon \ de \ provision \ pour \ CET \ or \ provision \ pour \ po$

Note 26 - Provisions

(en milliers d'euros)	31/12/2010	Dotations	Reprises	Utilisations	31/12/2011
Engagements sociaux	564	49		33	580
Autres provisions Provisions pour litiges Autres provisions	5 671	465	(1) 1 908	1	4 227
Total	6 235	514	1 908	34	4 807

⁽¹⁾ reprise de provisions pour 1 737K€ affaire SCI LA VICTORINE - fin de la procédure (arrêt cour d'appel du 05/03/2009 devenu définitif)

⁽¹⁾au 31/12/2011 le groupe CFCAL-BANQUE a procédé à une reprise de provision pour CMVA de 554K€

⁽²⁾ dont provision sur-commission aux IOB pour 601K€

Note 27 - Informations relatives au capital

Le groupe CFCAL détient 1 197 actions d'autocontrôle au 31/12/2011 déduites des capitaux propres en normes IFRS.

(en milliers d'euros)	31/12/2011	31/12/2010	VARIATION
	ı	Bâle II	VARIATION
Capitaux propres			
Capital Primes d'emission	5 583 30 150		0 0
sous-total Réserves Bénéfice	35 733 116 325 16 870	102 201	0 14 124 -929
Total			
à déduire immobilisations incorporelles	-455	-303	-152
FONDS PROPRES DE BASE (tier 1)	168 473	155 431	13 042
retraitement +/-values latentes	646	565	81
FONDS PROPRES COMPLEMENTAIRES (tier 2)	646	565	81
TOTAL FONDS PROPRES	169 119	155 996	13 123
TOTAL ENCOURS RISQUES PONDERES	823 165	806 353	16 812
RATIO DE SOLVABILITE (*)	20,54%	19,35%	1,20%

^(*) RSE calculé sur base "Total fonds propres" soit : "Fonds propres de base Tier 1" + "Fonds propres complémentaires Tier 2"

Note 28 - Engagements

HORS-BILAN		Principales c	aractéristiques	21/12/2011	31/12/2010	
(en milliers d'euros)	Date d'Effet	Date d'Échéance	Nature	31/12/2011	31/12/2010	
Engagements de financement et de ga	rantie donnés					
Engagements de financement en faveur de la clientèle				23 431 23 43 1	17 545 17 545	
Engagements de financement et de ga	rantie reçus					
Engagements de financement				150 000	260 000	
CE Alsace	31/07/2010	31/07/2011	ligne de découvert accordée	0	5 000	
BNP Paribas	01/11/2011	31/10/2012	ligne de découvert accordée	5 000	5 000	
Crédit Mutuel ARKEA	08/12/2010	31/12/2011	accord de refinancement	110 000	250 000	
Crédit Mutuel ARKEA	01/12/2011	Durée indéterminée	convention refinancement	10 000		
Crédit Mutuel ARKEA	01/07/2011	01/07/2012 Tacite reconduct°	Convention de refinancement	15 000	0	
Crédit Mutuel ARKEA	01/12/2011	Durée indéterminée	crédit de trésorerie	10 000	0	
Engagements de garantie Etablissements de crédit Assurance Clientèle				1 003 779 64 42 117 961 598	969 563 73 49 198 920 292	
Engagements sur instruments financio	ers à terme					
Opérations de microcouverture Le Crédit Lyonnais BNP Paribas			SWAP DE TAUX SWAP DE TAUX	373 000 172 000 201 000	403 000 195 500 207 500	

⁽¹⁾ Il s'agit de 55 swaps de taux valorisés au 31/12/2011 en juste valeur négative pour 19 736K€

a) Exposition globale au risque de crédit

en milliers d'€	Encours sains	Encours douteux	BRUT 31-déc-11	BRUT 31-déc-10
· Opérations interbancaires	7 859		7 859	18 634
· Opérations clientèle (1)	872 028	(2) 131 487	1 003 515	966 486
· Autres actifs financiers (3)	1 335		1 335	2 104
Sous-Total	881 222	131 487	1 012 709	987 224
Taux de douteux			12,98%	12,56%
· Hors Bilan Engagement de financement en faveur de la clientèle	23 431		23 431	17 545
Exposition maximum	904 653	131 487	1 036 140	1 004 769

⁽¹⁾Les encours des crédits qui auraient été en souffrance ou provisionnés s'ils n'avaient pas été restructurés s'élèvent à 1 559 K€

⁽³⁾ Titres à revenu fixe du portefeuille disponible à la vente. Les obligations du portefeuille recoupent des emprunts d'état bénéficiant des notations AAA .

b) Depreciations couvraint le risque de credit	b)	Do	préciations couvrant le risque de crédit
--	----	----	--

en milliers d'€	31/12/2010	Dotations	Reprises	Utilisations	31/12/2011
· Opérations clientèle					
Sur base individuelle	21 826	12 141	8 414	2 302	23 251
Sur base portefeuille	1 369	294	12		1 650
Dépréciations déduites de l'actif	23 195	12 435	8 427	2 302	24 90
Total des dépréciations pour risque de crédit	23 195	12 435	8 427	2 302	24 90
Encours total Brut (sans retraitement IFRS et sans créances rattachées)	962 721				1 000 22
Taux de dépréciations	2,41%	0	0	0	2,49%

Dont dépréciations sur :					en milliers d'€
· Encours sains	1 369	294	12	0	1 650
· Encours douteux	21 826	12 141	8 414	2 302	23 251

Méthodes utilisées pour réduire le risque de crédit

Garantie

La majorité des prêts CFCAL sont garantis soit par une hypothèque pour les prêts Hypothécaires, soit par une caution institutionnelle pour les prêts à la consommation ou par une garantie communale pour les prêts des collectivités locales. La clientèle est constituée quasi exclusivement de particuliers. Le groupe CFCAL dispose d'un stock de prêts aux collectivités locales, mais celui-ci tend à s'éteindre en l'absence de nouvelles réalisations.

Type de Prêt	Capital	Total Valeurs	touv do garantia
(en milliers d'€)	+ intérêts	Hypothécaires ou Montants	taux de garantie
Hypothécaire	971 504	2 438 682	100,00%
dont autres crédits clientèle	675 922	1 743 602	
dont crédits à l'équipement	1 573	6 281	
dont crédits à l'habitat	199 968	493 872	
dont crédits de trésorerie	94 041	194 927	
A la consommation	20 257	17 872	88,23%
dont autres crédits clientèle	512	15	
dont crédits à l'équipement	15	0	
dont crédits à l'habitat	61	0	
dont crédits de trésorerie	19 669	17 857	
Communal	8 468	7 786	91,95%
dont autres crédits clientèle	1 270	1 235	
dont crédits à l'équipement	7 198	6 551	
Total (1)	1 000 228	2 464 340	99,69%

⁽¹⁾ L'encours brut total s'élève à 1 003 515 K€ au 31/12/2011 (y compris créances rattachées, comptes ordinaires débiteurs, et impact IFRS) voir note15

⁽²⁾ Balance âgée sur encours douteux voir note 16

Restructuration interne

Le CFCAL a développé des outils de restructuration des encours présentant des impayés. Après examen de la situation financière du débiteur, le CFCAL peut proposer un plan d'apurement des impayés. Ce plan consiste à étaler l'impayé du débiteur sur plusieurs échéances au regard de sa capacité à honorer ses dettes.

d) Qualité des encours

Classification de la nouvelle production

Le CFCAL note les dossiers à l'octroi à l'aide d'un système expert. Ce système classe les emprunteurs des prêts hypothécaires selon les critères de recevabilité du dossier (âge des emprunteurs, ratio d'endettement futur, ratio hypothécaire, objet du prêt.) dans trois catégories : de la moins risquée (catégorie 1) à la plus risquée (catégorie 3).

Classification de la nouvelle production de l'année 2011 en milliers d'€				
Catégories	Montant			
catégorie 1	87 273			
catégorie 2	29 405			
catégorie 3	35 403			
Non renseigné	18 063			
Total production de l'année 2011	170 144			

Classification du stock

Le CFCAL a développé un système de classification des prêts sains aux particuliers garantis par des hypothèques selon la probabilité que le dossier de prêt soit en défaut de paiement dans l'année à venir. Ce système classe les encours dans sept classes : de la moins risquée (classe 1) à la plus risquée (classe 7). La classe D contient les encours douteux litigieux bâlois⁽²⁾ tandis que la classe N contient les encours non notés.

en milliers d'€

Class	Classification du stock au 31/12/2011						
Classe	Niveau de Risque	Capitaux + intérêts + accessoires	%				
1		113 448	11,34%				
2	encours peu risqués	173 688	17,36%				
3		149 502	14,95%				
Total		436 639	43,65%				
4	encours	144 856	14,48%				
5	moyennement	88 022	8,80%				
Total	risqués	232 878	23,28%				
6	anaayya laa niya	31 753	3,17%				
7	encours les plus risqués	28 151	2,81%				
Total	noqueo	59 905	5,99%				
D	défaut	161 216	16,12%				
N	non noté	109 591	10,96%				
	(1)	1 000 228	100,00%				

⁽¹⁾ L'encours brut total s'élève à 1 003 515 K€ au 31/12/2011 (y compris créances rattachées, comptes ordinaires débiteurs, et impact IFRS) voir note15

⁽²⁾ défaut bâlois : maintient de l'encours en état défaut un mois après paiement intégral des impayés

Note 30 - Emplois - Ressources par Durée Restant à Courir

en milliers d'€

31-déc-11		Moins d'1 mois	De 1 mois à 3 mois	De 3 mois à 1 an	De 1 à 5 ans	Plus de 5 ans	Total
ACTIF							
Caisse, Banques centrales, CCP		86					86
Instruments dérivés de couverture	(1)	0	0	0	0	0	0
Actifs financiers disponibles à la vente	(2)	5 551					5 551
Prêts et créances sur les Etablissements de Crédit		7 859					7 859
Prêts et créances sur la Clientèle (données brutes)		78 993	8 441	40 143	209 998	665 940	1 003 515
TOTAL ACTIF		92 489	8 441	40 143	209 998	665 940	1 017 011

31-déc-11	Moins d'1 mois	De 1 mois à 3 mois	De 3 mois à 1 an	De 1 à 5 ans	Plus de 5 ans	Total
PASSIF						
Banques centrales, CCP						
Instruments dérivés de couverture (3)			252	13 176	6 308	19 736
Dettes envers les Etablissements de Crédit	2 902	2 763	35 230	135 371	0	176 266
Dettes envers la Clientèle	23 372			3 308		26 680
Dettes représentées par un titre	10 472	49 308	79 688	389 519	92 348	621 335
TOTAL PASSIF	36 746	52 071	115 171	541 374	98 656	844 017

- (1) au 31/12/2011 le CFCAL-BANQUE ne constate plus de JV positives
- (2) Tous les actifs financiers disponibles à la vente sont par définition classés à moins d'un mois
- (3) La juste valeur négative des dérivés de couverture est positionnée à la date d'échéance des contrats
- * Le risque de liquidité est expliqué dans les notes annexes (règles et méthodes comptables)

Note 31 - RISQUE DE TAUX

en milliers d'€

Duration et sensibilité au 31 décembre 2011

Taux d'actualisation emplois (tx): le taux de valorisation des emplois se base sur le taux d'octroi du barème du 1er trimestre 2012 pour les prêts à taux fixes. Pour les prêts à taux variables, le taux de valorisation se base sur le taux en vigueur + un spread de 3.5%.

Taux d'actualisation ressources (tx): taux de la courbe des taux de refinancement Arkéa en fonction de la durée résiduelle des ressources, pour les ressources à taux fixes. Pour les ressources à taux variables, le calcul du taux de valorisation se base sur le taux Euribor ou Eonia à la date de l'arrêté + le spread d'actualisation en fonction de la durée résiduelle des ressources.

	Taux de référence				
	Initial (tx)	tx-1%	tx+1%		
Valeur Actuelle des emplois (VAE)	1 000 832	1 035 545	968 412		
Sensibilité VAE		3,47%	-3,24%		
Valeur Actuelle des ressources (VAR)	808 538	831 298	786 922		
Sensibilité VAR		2,81%	-2,67%		
Duration des emplois (en mois)	43,52	44,28	42,50		
Duration des ressources (en mois)	31,85	32,03	31,66		
Valeur liquidative (VAE -VAR)	192 294	204 247	181 489		
Ratio de rentabilité (valeur liquidative/VAE)	19,21%	19,72%	18,74%		
Variation de la valeur liquidative par rapport à une variation de taux 6,22% -5,62%					
Une augmentation des taux d'intérêt de 1% entraine une baisse de la valeur liquidative de 5,62%					
Jne baisse des taux d'intérêt de 1% génère une augmentation de la valeur liquidative de 6,22%					

Au 31/12/2011, la duration et la sensibilité sont calculées à l'aide de la méthodologie sur le calcul de la juste valeur

Sensibilité VAN FP +200bp					
	FP Règlementaire (en M€)	Ave	c FdR*		
Standard B II	157	sur 10 ans	sur 20 ans		
Standard B II	157	1,29%			
FdR = Capitaux Propres - Immo Corporelles -les partipations					

Note 32: Juste valeur des instruments financiers

La juste valeur des prêts accordés à la clientèle est basée sur la valeur actualisée des flux aux taux d'octroi du barème du 1er trimestre 2012 pour les prêts à taux fixes (le taux n'étant pas dépendant de la maturité du crédit). Pour les prêts à taux variables, le taux de valorisation se base sur la somme du taux en vigueur et d'un spread de 3,5%.

La juste valeur des ressources est basée sur la valeur actualisée des flux aux taux calculés selon la courbe des taux de refinancements Arkéa selon les maturités, pour les ressources à taux fixes. Pour les ressources à taux variables, le calcul du taux de valorisation se base sur la somme du taux en vigueur (Euribor 3M, 6M ou Eonia) à la date de l'arrêté et du spread d'actualisation en fonction de la durée résiduelle des ressources.

Δn	mıl	liers	d'±

	juste valeur	Coût amorti	Plus ou moins
31-déc-11	juste raieu.		value latente
Actif			
Prêts et créances sur les établissements de	7 859	7 859	0
Prêts et créances sur la clientèle	1 000 832	1 003 515	-2 683
Passif			
Dettes envers les établissements de Crédit	176 266	176 266	0
Dettes envers la clientèle	26 680	26 680	0
Dettes représentées par un titre	808 538	621 335	187 203

Note 33-Information sectorielle

L'activité du CFCAL est exclusivement concentrée sur l'octroi de crédits hypothécaires de restructuration en France. Les activités prêts aux collectivités locales et prêts à la consommation sont en extinction, et désormais non significatives.

Pour les prises de décision, le management du groupe CFCAL s'appuie principalement sur une sous segmentation par type de prêt hypothécaire fonction de la qualité de la clientèle.

Note 34 - Notes sur le tableau des flux de trésorerie

Composition de la trésorerie et des équivalents trésorerie

(en milliers d'euros)	31/12/	2011	31/12/2010		
	Créances	Dettes	Créances	Dettes	
Caisse Banque Centrale et CCP Sous-total	86 86		167 880 1 047		
Soldes à vue sur établissements de crédit	7 859	89	18 634	137	
Solde net Trésorerie et équivalents Trésorerie	7 855		19 544		

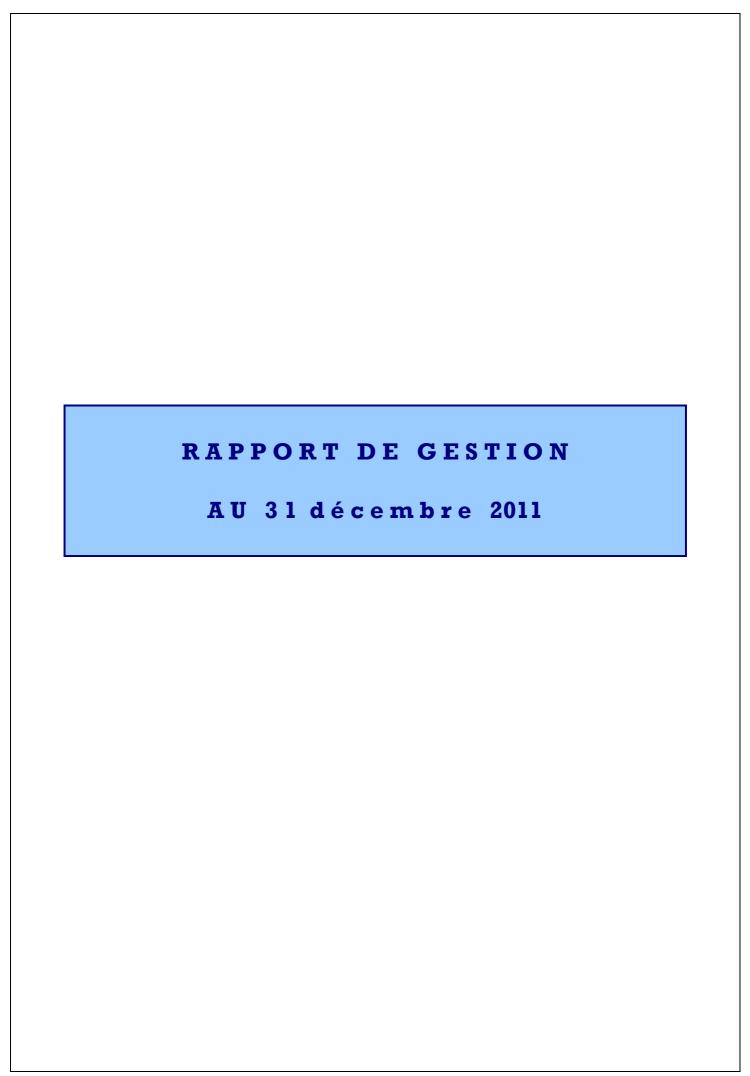
Note 35 - Informations relatives aux parties liées

Le Groupe Crédit Foncier et Communal d'Alsace et de Lorraine est constitué du CFCAL-Banque, maison mère ayant statut de banque, et du CFCAL-SCF, société de crédit foncier détenue à 99,99% ayant qualité d'établissement de crédit.

Cette filiale est soumise aux dispositions de la loi n°99-532 du 25 juin 1999 qui lui permettent de se refinancer sur le marché en acquérant des créances normées, refinancées par des obligations foncières.

Le CFCAL Banque octroie des prêts à la clientèle et les cède au jour le jour à la SCF.

Le CFCAL Banque met à disposition de sa filiale le personnel, le matériel ainsi que les locaux par le biais d'une convention de groupement de fait. Chaque trimestre, les charges générales d'exploitation sont refacturées à l'aide de clés de répartition définies lors de l'établissement de la convention en date du 27 décembre 1999 et régulièrement révisées depuis. Les frais attachés aux dossiers (commissions versées aux courtiers) et les frais d'étude (versés par le client) sont transférés trimestriellement dossier par dossier.



CFCAL-BANQUE RAPPORT DE GESTION 2011

Madame, Monsieur, cher actionnaire,

Le contexte économique de l'année 2011 est marqué par une aggravation de la crise sur les dettes souveraines de certains Etats européens, notamment de la Grèce et du Portugal, liée à l'incertitude qui pèse sur la capacité de ces pays à rembourser leur dette publique et sur l'efficacité des plans d'austérité nationaux votés au fur et mesure de l'année. Les autres pays de la zone euro ne sont pas épargnés ; cela s'est traduit par la dégradation par Standard & Poor's des notes obligataires de 9 pays dont la France.

La défiance du marché impacte profondément les taux longs français au cours du second semestre entraînant une hausse des taux de refinancement des banques entre elles.

Dans ce contexte de vives tensions sur les marchés obligataires, le CFCAL bénéficie de son rattachement au Groupe Crédit Mutuel Arkéa qui lui assure la liquidité indispensable au financement de son activité.

Le marché du regroupement de créances en France n'a connu en 2011 qu'une faible croissance. Après trois années en net repli (2008, 2009 et 2010), le marché connaît un redressement estimé à +5 %. Le CFCAL très actif en 2011 a poursuivi ses efforts et réalise cette année une des plus fortes progressions du secteur avec une production de crédits hypothécaires en hausse de près de 25 % sur l'année en profitant des hésitations de ses concurrents, et d'un remarquable effort commercial.

L'année 2011 a permis au CFCAL de consolider son intégration au Groupe Crédit Mutuel Arkéa qui détient depuis le 12 avril 2012 97,30% du capital de la société. Des liens commerciaux ont été noués avec les principales entités concernées du groupe. L'année 2012 sera consacrée au développement des synergies tout en renforçant la conquête de nouveaux clients sur le marché de la restructuration grâce aux réseaux d'apports traditionnels.

Le Conseil d'administration, que je représente, remercie chaleureusement le Directeur général Jean-Etienne DURRENBERGER et l'ensemble des équipes du CFCAL, pour avoir cette année encore, et malgré un environnement difficile, permis aux résultats du CFCAL d'atteindre des niveaux remarquables et conformes à ce qui était attendu.

Philippe Bondoux Président du Conseil d'administration

1. Activité du Groupe

Le CFCAL-Banque intervient essentiellement dans le domaine de la restructuration de crédits de particuliers et de professionnels en difficulté financière et de personnes n'ayant plus ou pas accès au marché traditionnel du crédit. Les demandes de prêts sont apportées par un réseau de 400 Intermédiaires en Opération de Banque et Services de Paiement (IOBSP) indépendants sur tout le territoire métropolitain.

Les prêts hypothécaires constituent l'essentiel de l'activité. Toutefois le CFCAL-Banque dispose d'une licence de banque de plein exercice et propose à ce titre à une clientèle locale et de proximité une offre de produits bancaires (compte chèques, livrets, compte titres, coffres).

Le groupe CFCAL dispose d'une Société de Crédit Foncier (CFCAL-SCF), société financière filiale à 100 % de CFCAL-Banque, qui a pour objet essentiel l'émission d'obligations foncières adossées à la production de crédits qui contribuent au refinancement du groupe.

Dans un environnement commercial en profonde mutation marqué par plusieurs années de crise, le CFCAL a poursuivi sa stratégie de développement : en 2011 le CFCAL a déployé 4 délégués commerciaux sur l'ensemble du territoire afin d'être au plus près des intermédiaires tout en conservant une offre de crédit sélective. En effet, le groupe CFCAL opère une sélection rigoureuse de ses risques, en préservant son niveau de marge.

La production enregistre une progression significative sur 1 an (+ 25 %), les encours de crédit passent de 942 M€ en 2010 à 979 M€ en 2011 (+ 3,92 %) en raison de la forte augmentation de la production mais aussi grâce à des remboursements anticipés limités.

					en milliers d' €
	2007	2008	2009	2010	2011
OPERATIONS DE CREDIT					
Encours brut des crédits début d'exercice	801 746	912 918	951 698	942 014	942 482
Prêts aux particuliers et prêts professionnels	268 321	178 140	114 215	136 052	170 144
Crédits hypothécaires en compte (OCH)	0	7 541	576	727	255
AUGMENTATIONS DE L'ANNEE	268 321	185 681	114 791	136 779	170 399
Prêts aux particuliers et prêts professionnels	146 347	138 156	116 548	130 859	126 940
Financement du développement local	10 264	7 279	5 892	3 888	3 617
Crédits hypothécaires en compte (OCH)	0	1 083	2 097	1 280	2 946
DIMINUTIONS DE L'ANNEE	156 611	146 518	124 537	136 027	133 503
Variation activation des commissions charges et produits (normes IFRS)	-538	-383	62	-284	-640
ENCOURS BRUT DES CREDITS FIN D'EXERCICE	912 918	951 698	942 014	942 482	978 738

Faits significatifs

L'année 2011 a été marquée par l'entrée en vigueur le 1^{er} mai 2011 des dispositions de la loi 2010-737 du 1er juillet 2010 relative aux crédits à la consommation. Le CFCAL a de ce fait revu intégralement le processus d'octroi de crédit de l'entrée en relation avec le client à l'émission des offres de prêts.

En juillet 2011, le CFCAL lance un nouveau produit « Hypo immo » destiné aux restructurations de crédit à dominante immobilière (+ de 60 % de l'endettement). Il vise une clientèle moins risquée.

En octobre 2011, le CFCAL signe un nouveau contrat d'assurance groupe avec la compagnie Genworth Financial, nom commercial de Financial Assurance Company Limited ("FACL"), afin de proposer aux nouveaux clients une solution de couverture des risques de décès, d'incapacité temporaire de travail et invalidité permanente plus performante.

Perspectives d'avenir

Le CFCAL entend poursuivre les relations avec son réseau habituel d'apporteurs d'affaires au savoir-faire reconnu, pour atteindre ses objectifs et renforcer sa place sur son marché.

L'intégration au Groupe Crédit Mutuel Arkéa a permis de nouer des partenariats avec les principales entités du Groupe. Les moyens très actifs sont mis en œuvre pour concrétiser les synergies attendues en 2012.

Le CFCAL sera en outre vigilant quant à l'évolution de la réglementation relative au regroupement de crédit (un dernier décret devrait rentrer en vigueur en 2012) et celle relative au statut des IOBSP. Les décrets d'application de la loi n° 2010-1249 du 22 octobre 2010 intitulée « Régulation bancaire et financière » devraient entrer en vigueur fin 2012.

Les évènements importants survenus entre la date de clôture de l'exercice et la date à laquelle le rapport est établi.

Le 12 avril 2012, Crédit Mutuel Arkéa a porté sa participation de 90,99 % à 97,30% dans CFCAL-banque. Le seuil de 95% du capital et des droits de vote du Crédit Foncier et Communal d'Alsace et de Lorraine-Banque est franchi.

2. Les résultats de l'activité

2.1 Données consolidées

Les états financiers consolidés au 31 décembre 2011 sont préparés et publiés conformément aux normes IFRS.

Changement comptable

Néant

Résultats

Avec 170M€ de production nouvelle contre 137M€ au 31 décembre 2010, la production de crédit hypothécaire progresse significativement (+ 25 %) par rapport à l'exercice précédent, ce qui constitue une des plus importantes croissances du marché du rachat de crédit hypothécaire.

Les résultats financiers 2011 sont toutefois en légère baisse. Le PNB s'établit ainsi à 40,56M€ contre 41,69M€ au 31 décembre 2010 (-2,71%). Cette régression est principalement due à une provision pour dépréciation durable des actions détenues pour compte propre. La forte baisse des cours de bourse en 2011 a impacté le PNB de -0,69M€ soit une variation 2010/2011 de -0,78M€.

Le RBE qui s'inscrit à 28M€ suit la même tendance (29,55M€ au 31 décembre 2010). Cet élément, associé à une croissance modérée des charges d'exploitation permet d'afficher un coefficient d'exploitation de 31% et une forte contribution aux résultats consolidés du groupe Crédit Mutuel Arkéa actionnaire à 90,9% grâce à un résultat net de 16,87M€, conforme aux attentes.

Point notable, le coût du risque s'est amélioré et passe de 2,67M€ en 2010 à 2,49M€ en 2011, sous l'effet de la bonne tenue du marché immobilier, de l'amélioration de la sélection des dossiers à l'entrée et des résultats en matière de recouvrement de créances.

Faits marquants de l'exercice

NEANT

2.2 Données sociales du CFCAL-Banque

Les états financiers sociaux sont établis selon les normes françaises car il n'est pas permis de décliner les normes IFRS dans les comptes sociaux.

Changement comptable

Néant

Résultats

Le PNB s'élève à 11,58M€ contre 15,64M€ au 31 décembre 2010 (-25,95%). Ce fléchissement non significatif en soi est dû à un arbitrage différent dans le versement du dividende provenant de la filiale captive de refinancement le CFCAL-SCF. En effet, en 2010 le CFCAL-SCF a versé un dividende total de 5,99M€ dans CFCAL-BANQUE alors qu'en 2011 il a été de 2,64M€.

Le résultat brut d'exploitation passe donc de 12,89M€ en 2010 à 8,81M€ en 2011. Les charges générales d'exploitation sont quasiment identiques et affichent un montant de 2,77M€ (2,75M€ en 2010).

Le coût du risque est en amélioration pour passer ainsi de 0,72M€ en 2010 à 0,55M€ en 2011. Cette baisse de dividende impacte le résultat net qui s'établit à 6,94M€ contre 10,30M€ en 2010.

3. Situation d'endettement

Le financement des opérations de crédit en 2011 a été réalisé pour l'essentiel avec le Groupe Crédit Mutuel Arkéa. Le groupe CFCAL bénéficie d'un engagement de refinancement à durée indéterminée de Crédit Mutuel Arkéa à hauteur de 250 M€ par année civile. En 2011, la ligne de refinancement interbancaire avec Crédit Mutuel Arkéa a représenté 140 M€ sur un total d'emprunt interbancaire de 158 M€.

Le refinancement par l'émission d'obligation foncières de CFCAL-SCF s'est limité à 16,1 M€ sur un total de ressources collectées de 254 M€.

FINANCEMENT DES OPERATIONS DE CREDIT					
Encours brut des ressources début d'exercice	681 029	781 963	803 963	782 384	785 952
Emprunts obligataires	163 500	94 230	35 050	31 880	16 130
Bons à moyen terme négociables	15 000	25 000	30 000	105 000	0
Certificats de dépôts négociables (Court terme)	74 000	107 500	145 000	120 000	80 000
Emprunt interbancaire			15 000	(1) 30 000	(2) 158 000
AUGMENTATIONS DE L'ANNEE	252 500	226 730	225 050	286 880	254 130
Emprunts obligataires	85 104	97 123	101 652	111 229	104 965
Bons à moyen terme négociables	2 325	0	15 000	40 000	28 000
Certificats de dépôts négociables	64 000	107 500	130 000	130 000	90 000
Emprunt interbancaire				2 174	25 493
Autres ressources	58	31	31	0	0
DIMINUTIONS DE L'ANNEE	151 487	204 654	246 683	283 403	248 458
Variation activation des commissions (normes IFRS)	-79	-76	54	91	-26
ENCOURS BRUT DES RESSOURCES FIN D'EXERCICE	781 963	803 963	782 384	785 952	791 598

^(1) Substitution de 30M€ de BMTN par 3 prêts en blanc

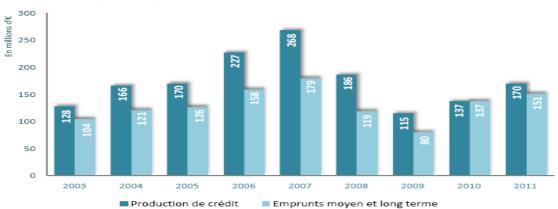
Le Groupe CFCAL se refinance par des emprunts réguliers de faibles montants unitaires. Cette technique permet un ajustement rapide en cas de variation et un adossement rigoureux.

L'essentiel de l'activité du groupe est porté par la filiale CFCAL-SCF tant sur les encours de prêts que sur le refinancement.

La note des obligations foncières du CFCAL-SCF a été maintenue à A+ confirmant la confiance de Standard and Poor's dans la solidité de la filiale dont la gestion est assurée par le CFCAL-Banque.

⁽²⁾ dont 23 M€ à moins d' 1 an et 1 jour (18M€ Banque et 5M€ SCF)

Production de crédit Emprunts moyen et long terme



Encours des prêts et des ressources



Limites prudentielles

RATIOS PRUDENTIELS (résultats du groupe consolidé normes IFRS)	2006	2007	2008	2009		Pro Forma 2009	2010	2011	minimum
Ratio Européen de solvabilité	19,92%	20,89%	21,50%	24,73%	(1)	20,73%	19,35%	20,54%	8%
Coefficient de liquidités CFCAL-BANQUE SOCIAL CFCAL-SCF SOCIAL	695%	390%	449%	796%	(2)		- 101% 189%	178% 203%	100% 100%
Grands risques	NEANT	NEANT	NEANT	NEANT			NEANT	NEANT	

(1) Application Bâle II

(2) Nouvelle approche du coefficient de liquidités : calculé sur base individuelle alors qu'auparavant il était établi sur base consolidée

4. Gestion des Risques

Le groupe CFCAL est exposé aux risques suivants : risque de crédit, risque de liquidité, risque de taux, risque de marché, risque opérationnel.

Le management du groupe CFCAL et de ses filiales est assuré par le Directeur Général dont les limites sont fixées par le Conseil d'administration. Le Directeur Général présente régulièrement des indicateurs permettant au Conseil d'apprécier le niveau des risques inhérents à l'utilisation des instruments financiers et les systèmes de maîtrise de ces risques.

Risque de crédit

Le risque de crédit représente le risque de perte financière pour l'entreprise liée à une incapacité du client ou d'une contrepartie à honorer ses échéances contractuelles. Pour le CFCAL, ce risque provient essentiellement des créances clients.

L'exposition du groupe au risque de crédit est liée à la fois aux caractéristiques individuelles et à la qualité du bien immobilier mis en garantie.

Au regard du niveau du risque de contrepartie, la sélection repose en amont sur une analyse individuelle manuelle de chaque dossier par un analyste de crédit et le passage devant les instances de validation des crédits en fonction du schéma délégataire. Les critères de sélection en tenant compte du système de limites du groupe CFCAL sont examinés et révisés trimestriellement par le comité de produit. Parmi les membres de ce comité, sont présents un juriste et un représentant du Pôle Risques, ALM et Contrôle de Gestion.

Dès le premier incident de paiement, le client est relancé par courrier et immédiatement pris en charge par un agent de la cellule téléphonique qui prend contact avec le débiteur. En cas de non résolution, après trois relances, le dossier est affecté à un agent gestionnaire. Celuici peut utiliser des outils afin de proposer des solutions d'apurement de l'impayé du client en tenant compte du système de délégation de pouvoir du CFCAL. Le système d'information génère systématiquement selon une périodicité prédéfinie (quotidienne, mensuelle....) ou à la demande, des états permettant à l'entité de contrôle hiérarchique de contrôler efficacement l'activité du département. Certaines opérations traitées au Département Gestion des Crédits font l'objet d'une validation par le responsable avant signature. Il s'agit des abandons de créances, des transferts de dossiers au département contentieux, des demandes de baisse de taux, des renégociations de l'indemnité de remboursement anticipé. Une fiche normée et disponible sur le système d'information doit être soumise pour chaque opération au responsable en vue de sa validation.

Entre 3 et 6 échéances impayées, les dossiers sont transmis au service contentieux composé principalement de juristes spécialisés en recouvrement. Ce service peut prolonger le recouvrement à l'amiable. En cas d'échec, il prononce la déchéance du terme et entreprend les actions de recouvrement judiciaire (saisie, mise en jeu juridique de la garantie hypothécaire....).

Nouvelle production

La production totale sur 2011 est en progression (+25%). La part des prêts avec fichage FICP est stable à 13% et celle des prêts aux professionnels à 5%. Les demandes de dossiers sont supérieures à l'année passée et le taux d'acceptation est stable avec 28%. En moyenne, l'endettement des emprunteurs est ramené de 74% à 31%.

Encours total

L'encours total est en progression constante depuis le début de l'année. La part d'hypowash (produit le plus risqué) dans le stock est stable, tandis que le volume de prêts aux professionnels est en baisse continue. Les deux tiers de l'encours ont moins de 5 ans d'ancienneté.

Le segment des prêts notés (hypothécaires particuliers) représente 891 M€ dans l'encours global, dont 437 M€ ayant une probabilité de défaut inférieure à 10% et 60 M€ ayant une probabilité supérieure à 20%. La notation fait apparaître une amélioration du profil de risque des encours.

Défaut

Le taux de douteux litigieux (DL) s'est stabilisé en 2011 autour de 13,5%, et amorce une légère baisse les derniers mois. Les prêts hypowash restent deux fois plus dégradés que les prêts classiques avec un taux DL avoisinant 21%. La tendance à la baisse de l'état impayé se confirme nettement, tant en volume qu'en taux, laissant entrevoir un ralentissement des défaillances dans le futur.

La dégradation des générations de prêts 2007 et 2008 persiste (DL > 20%), cependant une amélioration apparaît pour les générations récentes. La génération 2009 affiche actuellement un taux de défaut de 7,06%, contre 14,64% pour la génération 2008 lorsque celle-ci avait la même ancienneté.

INFORMATION SUR LE RISQUE DE CREDITS

Etat Impayé par type de prêt

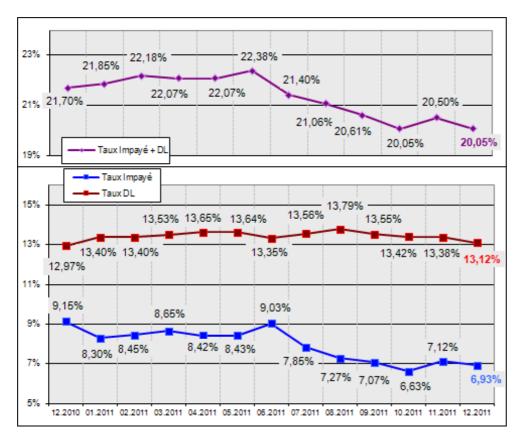
en milliers d'euros

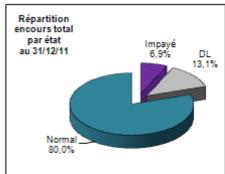
Type de prêt	2010	2011	Taux Impayé	Variation
Hypothécaire classique	52 544	39 836	5,34%	-24,2%
HypoWash	31 543	26 897	12,10%	-14,7%
OCH	341	200	7,36%	-41,3%
A la consommation	3 300	2 074	10,24%	-37,2%
A la collectivité locale	392	320	3,78%	-18,3%
Total	88 119	69 326	6,93%	-21,3%
Total hypothécaire	84 427	66 932	6,89%	-20,7%
Total non hypothécaire	3 692	2 393	8,33%	-35,2%

Etat Douteux litigieux par type de prêt

en milliers d'euros

Type de prêt	2010	2011	Taux DL	Variation Déc. 10/09
Hypothécaire classique	75 295	77 144	10,33%	2,5%
HypoWash	40 541	46 245	20,81%	14,1%
OCH	842	530	19,50%	-37,1%
A la consommation	7 675	6 820	33,67%	-11,1%
A la collectivité locale	477	476	5,62%	-0,3%
Total	124 831	131 214	13,12%	5,1%
Total hypothécaire	116 679	123 918	12,76%	6,2%
Total non hypothécaire	8 152	7 296	25,40%	-10,5%





Garantie

Bien que le taux douteux litigieux reste élevé (13.12% sur encours total et 11,53% sur capital uniquement), le risque de perte reste contenu dans la mesure où les biens hypothéqués, avec un ratio hypothécaire moyen de 66% pour les prêts douteux litigieux, offrent une garantie confortable. Globalement, les montants d'encours sont couverts à 97% par des garanties de rang 1 et cautionnements.

Les ratios hypothécaires sur nouvelle production sont stables par rapport à l'an passé, avec des limites plus restrictives pour les prêts avec fichage FICP.

Dans le cadre de l'appréciation du risque maximal de crédit, le CFCAL a retenu deux scénarii:

- Stress sur les sûretés:

Etant spécialiste des prêts hypothécaires de restructuration des dettes, le CFCAL a calculé la décote théorique des valeurs vénales des sûretés entraînant un résultat avant impôt nul. Au 31/12/2011, il faudrait une décote de 59% de la valeur de toutes les sûretés composant le parc des garanties pour parvenir à un résultat de zéro.

- Stress sur la qualité des encours

Le CFCAL a également évalué l'impact de la dégradation totale des encours hypothécaires (taux de douteux porté à 100%) sur son résultat. Au 31/12/2011, cette dégradation entrainerait une augmentation des provisions de 22,2 M€ et un résultat avant impôts qui reste positif à 3.6 M€.

Risque de liquidité

Le risque de liquidité correspond au risque d'incapacité du groupe à honorer ses échéances. Il inclut également la difficulté à trouver des financements à taux raisonnables.

Afin de mesurer son exposition au risque de liquidité le CFCAL, dans sa gestion ALM, a mis en place plusieurs indicateurs, calculés de manière régulière.

A court terme, les indicateurs mis en place sont les suivants :

- ◆ Les tableaux prévisionnels de trésorerie réalisés au sein du Département Front Office, Refinancement et Trésorerie,
- Le coefficient de liquidité à 1 mois avec le respect du ratio emplois/ressources ≥ 120%¹.

A long terme, les indicateurs mis en place sont les suivants :

- ♦ Le tableau de financement incluant les besoins de liquidité futurs, à l'horizon N+5, déterminé par le Département Front Office, Refinancement et Trésorerie
- ♦ Le gap² de liquidité
- ♦ L'impasse de liquidité pondérée sur 5 ans
- ◆ Le ratio de couverture annuelle des emplois par des ressources privilégiées³.

Stress-scénario sur le risque de liquidité

Au 31/12/2011, le CFCAL dispose d'un engagement de refinancement de Crédit Mutuel Arkéa de 250 M€.

A date, en cas de choc majeur sur la liquidité, l'établissement pouvait mettre en place le plan suivant :

- arrêt de la production de crédits
- cession de son portefeuille titres soit près de 5.3M€ de rentrées de cash
- ne distribuer aucun dividende annuel, contrairement aux précédents exercices

¹ Actif disponible à moins d'un mois / passif exigible à moins d'un mois.

² Le gap de liquidité est aussi appelé impasse de liquidité.

³ Respect du ratio emplois/ressources ≥ 102% demandé par le régulateur.

- modérer ou cesser les investissements au sein de son parc immobilier à compter de 2012
- Utilisations des seules autorisations de découvert à hauteur de 15M€.

Compte tenu de ces éléments et sans avoir recours à son actionnaire, le CFCAL pouvait faire face, en utilisant ponctuellement les facilités de caisse confirmées, à ses exigibilités (tombées d'échéances de CDN incluses) jusqu'en avril 2013.

Risque de marché

Le risque de marché correspond au risque de perte liée aux variations des prix du marché. Au regard de son activité, le CFCAL est exposé principalement au risque dû aux variations des taux.

Risque de taux d'intérêt

Le risque de taux est géré en adossant de façon la plus étroite possible en taux et en maturité les emplois et les ressources. Les ressources, de faibles montants unitaires, sont levées au fur et à mesure (tous les 10 à 15 jours). Ces ressources présentent également la caractéristique d'être amortissables ce qui permet aisément de coller au profil d'amortissement des crédits. Pour réduire le risque des déséquilibres générés par le passage à taux fixe des prêts et les remboursements anticipés, le CFCAL utilise essentiellement des microcouvertures (contrats de SWAP de taux d'intérêt). Il s'agit d'échanger les conditions d'intérêts, d'une ressource déjà émise, avec une contrepartie financière. Après l'accord de la Direction Générale du CFCAL en tenant compte de l'avis de la direction Risques, ALM et Contrôle de gestion, les modalités d'émission d'un contrat SWAP sont traitées par le Département Front Office, Refinancement et Trésorerie.

Pour mesurer le risque de taux, le Pôle Risques, ALM et Contrôle de Gestion :

- suit régulièrement l'évolution du portefeuille titres du CFCAL et adresse les mises à jour de ce portefeuille à la Direction Risques du groupe Crédit Mutuel Arkéa,
- établit des états de gaps de taux fixés et de gaps de liquidité conformément aux normes groupe Crédit Mutuel Arkéa,
- surveille le respect du système de limites conformément au règlement financier du CFCAL validé par le CA,
- suit régulièrement l'évolution des encours à taux variable.

Risque opérationnel

Les risques opérationnels (RO) sont des risques de pertes liées à des défauts/défaillances attribuables à des procédures, aux systèmes internes, à des événements extérieurs ou au personnel. En cas de survenance d'un incident risque opérationnel au sein d'un service, le correspondant RO est chargé de le saisir dans l'outil interne Base Incidents en précisant certaines caractéristiques (nom du dossier, processus métier, événement de risque, description de l'incident, perte ou gain comptable ou économique).

Au niveau des différents services, le risque opérationnel est géré par un réseau de «correspondants RO » qui s'appuie sur 16 personnes réparties sur l'ensemble des directions métiers du CFCAL

La gestion des risques opérationnels est décentralisée et placée sous la responsabilité des métiers avec un pilotage transverse assuré par le Pôle Risques, ALM et Contrôle de Gestion.

Risque informatique

Rattaché au Directeur du Pôle Risques, ALM et Contrôle de Gestion, le Responsable Sécurité et PCA est en charge de la sécurité informatique. Conformément à la politique sécurité du CFCAL, il s'appuie notamment sur la cellule informatique et le Département Administration et Réseau du CFCAL.

Le dispositif de sécurisation des systèmes d'information mis en place est composé de:

- un accès authentifié aux ressources informatiques,
- une cartographie des accès aux ressources informatiques,
- une obligation d'approbation du Pôle Risques, ALM et Contrôle de Gestion avant toute mise en production d'outils informatiques,
- un outil de relevé des opérations effectuées par les informaticiens,
- un manuel des modes opératoires de la gestion du parc informatique,
- la sensibilisation et la formation de l'équipe chargée de l'administration et de la gestion du réseau informatique du CFCAL,
- un examen quotidien des journaux des événements informatiques,
- des plans de sauvegarde et de restauration,
- une mise à jour régulière des systèmes d'exploitation notamment des programmes améliorant la sécurité,
- un système performant de gestion des habilitations.

Plan de Continuité de l'Activité (PCA)

Le CFCAL dispose d'un plan de continuité de l'activité (PCA) opérationnel s'appuyant sur un site de secours, des infrastructures techniques et une organisation qui permettent d'organiser les replis en cas de besoin.

Huit grands scénarii d'indisponibilité majeure sont à présent déclinés et couverts : indisponibilité d'une partie du personnel, indisponibilité complète des locaux, indisponibilité prolongée du système d'information, indisponibilité prolongée de tous les postes de travail, incapacité à se rendre sur le site, indisponibilité partielle des locaux, indisponibilité prolongée de l'extranet, indisponibilité prolongée des télécommunications.

En 2011, les tests réalisés avaient pour objectif de vérifier trois scénarii d'indisponibilité majeure parmi ceux déclinés. Le CFCAL s'assure également de l'efficience de son Plan de Secours Informatique en réalisant des restaurations quotidiennes et automatisées du système d'information central et de son clone hébergé au sein du site de secours.

Risque de blanchiment des capitaux

Leur surveillance est assurée par la Direction Contrôle Permanent et Conformité qui s'appuie sur les supports de la Direction Contrôle Permanent et Conformité du groupe Crédit Mutuel Arkéa.

Risque juridique

Les risques juridiques du CFCAL, outre les risques habituels de tout établissement exerçant une activité bancaire, se situent essentiellement dans l'activité crédit.

Le contentieux judiciaire est très majoritairement un contentieux civil lié au recouvrement des créances et à l'interprétation des contrats de prêts. Le département juridique et contentieux du CFCAL se compose de neuf personnes rattachées au directeur du pôle crédit soit 9% de

l'effectif total de la banque. Le responsable du département est immédiatement alerté dès qu'il y a un litige avec un tiers. Il procède alors à une évaluation du risque et ordonne éventuellement le provisionnement pour litige s'il y a lieu. Sous sa responsabilité, l'affaire est donc gérée par le service Juridique et Contentieux jusqu'au dénouement final.

Par ailleurs les aspects les plus sensibles (législation, suivi des conventions avec les tiers, affaires spéciales, ...) sont traitées directement par le Secrétaire général rattaché directement au Directeur Général.

Le Secrétaire général et le responsable du département juridique et contentieux participent au comité de crédit et donnent un avis sur les montages des dossiers de prêts complexes. Le Secrétaire général est membre du comité de produit et donne son avis sur la conformité juridique des nouveaux produits et les modifications de normes.

Le Secrétaire général dispose des outils nécessaires à la veille juridique. A fin 2011, il n'y a pas d'incident juridique connu présentant un risque significatif pour le CFCAL.

Risque fiscal

Compte tenu de l'activité spécifique du CFCAL, le risque fiscal est essentiellement cantonné aux risques d'un redressement lié aux provisions pour créances douteuses, à l'URSSAF.

Avec l'appui du Département Contentieux et Juridique et du Pôle Risques, ALM et Contrôle de Gestion, le risque fiscal du CFCAL lié aux provisions est géré par la Direction Administrative et Comptable, le risque URSSAF par la Direction des Ressources Humaines, et ce toujours en liaison avec le Directeur Général.

5. Informations sociales et environnementales

Informations Sociales

Avec un effectif total de 116 personnes au 31 décembre 2011, le CFCAL emploie 100 personnes en contrat à durée indéterminée et 16 personnes en contrat à durée déterminée. L'effectif moyen en 2011 est de 108 personnes identique à 2010.

Entre le 1er janvier et le 31 décembre 2011, 2 collaborateurs ont été recrutés en contrat à durée indéterminée, 16 en contrats à durée déterminée, 1 en contrat d'apprentissage, 3 en contrats de professionnalisation.

Entre le 1er janvier et le 31 décembre 2011, 3 collaborateurs en contrat à durée indéterminée ont quitté la société. Les autres salariés sortants constituent des fins de contrats à durée déterminée ou par alternance.

En matière de rémunération, la masse salariale brute pour l'année 2011 s'élève à 3 422 087,88 € contre 3 784 552,23 € en 2010 (à noter que le Directeur général n'est plus salarié de la société depuis le 3 janvier 2011). La participation et l'intéressement attribués en 2011 au titre de l'exercice 2010 s'élèvent respectivement à 1 295 966,48 € bruts pour la participation et à 319 572,83 € bruts pour l'intéressement. Concernant les heures supplémentaires, 560,48 heures ont été enregistrées en 2011.

Le temps de travail dans la société est régi par l'accord d'entreprise de réduction du temps de travail « Loi Aubry » du 28 juin 1999. L'horaire mensuel est de 151,67 heures pour un salarié à temps plein. Au 31 décembre 2011, les salariés à temps complet représentent 106 collaborateurs et les salariés à temps partiel 10 collaborateurs soit 8,55% de l'effectif.

Dans le cadre des relations professionnelles, le CFCAL comporte une délégation unique du personnel et un comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail. Deux organisations syndicales représentatives (CFDT et FO) sont présentes au sein du CFCAL. En matière d'accords collectifs, en 2011, ont été signés les accords ou avenants suivants : un avenant n°7 à l'accord du 16 mars 1983 portant sur la participation des salariés aux résultats de l'entreprise en date du 6 avril 2011 et un avenant n°3 à l'accord d'entreprise de réduction du temps de travail « Loi Aubry » du 28 juin 1999.

Le Conseil d'administration a délibéré le 15 décembre 2011 sur la politique de la société en matière d'égalité professionnelle et salariale (C. com., art. L. 225-37-1). En 2011, un plan d'action pour l'égalité professionnelle est mis en œuvre. Il porte sur 2 axes : la promotion professionnelle afin de rééquilibrer la proportion des femmes dans l'effectif cadre et l'articulation entre l'activité professionnelle et l'exercice de la responsabilité familiale.

En matière de formation, 4,2% de la masse salariale a été consacrée en 2011 au plan de formation soit 142 978 €. L'effectif formé en 2011 était de 114 personnes. La formation 2011 a représenté 2 968 heures, soit 424 jours de formation : 196 jours dispensés au personnel féminin et 228 jours dispensés au personnel masculin.

Au 31 décembre 2011, le CFCAL employait 6 travailleurs handicapés, soit un taux de personnes handicapés de 6,1% répondant ainsi à l'obligation légale d'emploi de travailleurs handicapés.

Informations environnementales

L'activité exercée par l'établissement n'entraîne pas de conséquences environnementales.

6. Information sur le capital et l'actionnariat

Le Crédit Mutuel Arkéa, suite à l'acquisition de 78,84 % du capital du CFCAL-Banque en décembre 2010, a proposé aux actionnaires du CFCAL-Banque une garantie de cours en vue de céder leurs actions au prix unitaire de 60,10 €. La Note d'information de cette offre a obtenu le visa AMF n° 11-016 en date du 18 janvier 2011, et l'offre a été ouverte du 21 janvier au 10 février 2011. Lors de la publication des résultats en date du 16 février 2011, le Crédit Mutuel Arkéa a franchi le seuil de 90 % en capital et en droit de vote, détenant 3.331.036 actions CFCAL-Banque sur les 3.660.850 actions composant le capital, soit 90,99 %. Le 12 avril 2012, Crédit Mutuel Arkéa a porté sa participation de 90,99 % à 97,30% et franchi le seuil de 95% du capital et des droits de vote du CFCAL-Banque

ACTIONNAIRES DETENANT PLUS DE 5% DU CAPITAL Au 31/12/2011

	Nombre de	<u>Pourcentage</u>	Pourcentage de droits de
	<u>titres</u>	de détention	<u>vote</u>
CREDIT MUTUEL ARKEA (groupe)	3 331 036	90,9908%	90,9908%

ACTIVITE BOURSIERE SUR L'ACTION C.F.C.A.L. EN 2011

Nombre de jours de cotation	251
Nombre de titres échangés dans l'année	45 821
Cours moyen de l'action en 2011	59,09 €
Cours extrêmes de l'action en 2011	62,73 € / 54,20 €
Cours extremes de radiion en 2011	02,70 € 7 04,20 €
Capitalisation boursière au 31/12/2011	211.780.172 €
Rendement brut par rapport au cours moyen	1,69%
,	,

Etat de la participation des salariés au capital de la société au 31/12/2011

NEANT:

Les 41.182 actions CFCAL-Banque ont été apportées à la garantie de cours initiée par le Crédit Mutuel Arkéa en 2011, au prix unitaire de 60,10 €.

Prise de participation dans des sociétés ayant leur siège social en France

NEANT

Contrat de liquidité

Occasionnellement, le groupe achète ou cède ses propres titres sur le marché, à travers un contrat de liquidité souscrit auprès de NATIXIS SECURITIES. Le rythme de ces achats/ventes dépend du cours du marché, et des besoins d'assurer la liquidité du titre quotidiennement. Le contrat de liquidité est encadré par des bornes fixées en Assemblée générale.

Contrat de liquidité avec NATIXIS depuis le 01/09/2005
nombre d'actions dans le contrat de liquidité au 31.12.2011 : 1 197
nombre d'actions hors contrat de liquidité au 31.12.2011 : - total 1 197

Les 295 actions détenues hors contrat de liquidité au 31.12.2010, ont été apportées à la garantie de cours visant les actions CFCAL-Banque, initiée par le Crédit Mutuel Arkéa en février 2011

opérations réalisées au cours de l'exercice 2011	nombre de titres	opérations réalisées dans le contrat de liquidité	opérations réalisées hors contrat de liquidité	cours moyen d'achat et de vente	% du capital au 31.12.2011
report :	765				
achats	2 360	2 360		58,63	0,064
ventes	1 633	1 633		59,65	0,045
titres cédés	-295				
solde au 31/12/2011	1 197				0,033

7. Informations relatives aux mandataires sociaux

Liste des mandats ou fonctions exercées par les administrateurs ou leur représentant permanent durant l'exercice

M. Philippe BONDOUX

Président du Conseil d'Administration

Directeur Général FINANCO Administrateur (depuis le 09 décembre 2011) Prêt d'Union

M. Robert ALLEMON

<u>Administrateur</u>

Membre du CS MPO-International SA

Administrateur COGEPA Cie Générale de Participations

depuis 06/2006

Administrateur DF-Synergies S. A.

Administrateur SICAV Fleurival depuis le 01/08/2007

M. Dominique ANDRO

Administrateur, en tant que représentant de FINANCO

Directeur Général Délégué Crédit Mutuel Arkéa

Président du Conseil d'administration et

Directeur Général Crédit Mutuel Arkéa Home Loans SFH

Administrateur en tant que représentant

permanent du Crédit Mutuel Arkéa Crédit Mutuel Arkéa Public Sector SCF

Président du Conseil d'administration

jusqu'au 21/6/2011 puis Administrateur FINANCO

M. Antoine COUTIERE

Administrateur

Censeur VMG

M. Jean-Pierre DENIS

Administrateur, en tant que représentant du Crédit Mutuel ARKEA jusqu'au 20 mai 2011

Président du Conseil d'administration Crédit Mutuel Arkéa

Président du Conseil d'administration Fédération du Crédit Mutuel de Bretagne Administrateur Caisse de Crédit Mutuel de Pont Croix Confédération Nationale du Crédit Mutuel

(jusqu'au 16/03/2011)

Président du Conseil d'administration Arkéa Capital Partenaire

Administrateur S.A. ALTRAD

Administrateur PPR
Administrateur SOPROL
Administrateur PAPREC

Administrateur Glon Sanders Holding

Trésorier Ligue de Football Professionnel

M. Jean-Charles DURRENBERGER

<u>Administrateur</u>

Administrateur Société Foncière & Immobilière d'Alsace

« SOFIDAL – SA »

M. Yves GOURHANNIC

Administrateur jusqu'au 20 mai 2011 puis représentant du Crédit Mutuel ARKEA

FINANCO Directeur Administratif et Financier

M. Jean-Pierre LE TENNIER

Administrateur

Directeur Général Fédération du Crédit Mutuel de Bretagne Directeur

Caisse de Bretagne de Crédit Mutuel

Agricole

Crédit Mutuel Arkéa Home Loans SFH Administrateur (depuis le 20/04/2011)

M. Olivier MORALES

Administrateur

Directeur de la Gestion et des Engagements BPE Directeur Général Délégué **CEOI-BIE**

Mme Corinne MOREAU

Administrateur

Directeur des Ressources Humaines **DHL** international Express

M. Benoît PREVOSTO

<u>Administrateur</u>

Directeur des Ressources Humaines et de la **FINANCO**

Rémunérations et Avantages versés aux dirigeants et mandataires sociaux durant I 'exercice

DIRIGEANTS (rémunération brute)

Rémunération brute versée par le CFCAL

		Rémunération Part fixe	Rémunération Part variable	Intéressement & Participation(*)
Jean-Etienne DURRENBERGER	exercice 2010	140 002 €	26 480 €	44 385 €
DIRECTEUR GENERAL	exercice 2011	NEANT	NEANT	40 704 €
Philippe BONDOUX Second dirigeant au sens de l'article L 511- 13 du code monétaire et financier	exercices 2010 et 2011	NEANT	NEANT	NEANT

^(*) versés dans l'exercice mais rattachés à l'exercice antérieur.

Depuis le 3 janvier 2011, le Directeur Général n'est plus salarié du CFCAL-Banque. Le Directeur Général, Jean-Etienne DURRENBERGER, a acquis le 30 avril 2010 les 295 actions gratuites attribuées le 30 avril 2008. Les actions sont indisponibles jusqu'au 30 avril 2012.

MANDATAIRES SOCIAUX SALARIES DU CREDIT MUTUEL ARKEA

Ces informations sont délivrées afin de satisfaire les obligations de l'article L 225-102 : indication des rémunérations brutes des mandataires sociaux reçues de la part de la société qui contrôle le CFCAL-Banque.

Jean-Pierre Denis Représentant permanent de Crédit Mutuel Arkéa	2010 dû au titre de l'exercice	2010 versé sur l'exercice	2011 dû au titre de l'exercice (a)	2011 versé sur l'exercice (a)
rémunération fixe	450 273	450 273	172 707	172 707
rémunération variable	251 353	150 000	43 151	63 288
avantages en nature (b)	14 613	14 613	3 281	3 281
total	716 239	614 886	219 139	239 276

- (a) fin de mandat 20 mai 2011 : éléments de rémunération 2011 proratisés
- (b) Les avantages en nature portent sur la mise à disposition d'une voiture de fonction

Jean-Etienne Durenberger Directeur Général du CFCAL (a)	2010 dû au titre de l'exercice	2010 versé sur l'exercice	2011 dû au titre de l'exercice (b)	2011 versé sur l'exercice (b)
rémunération fixe	140 002	140 002	180 007	180 007
rémunération variable	70 704	70 865	58 118	70 704
avantages en nature (c)	-	-	5 400	5 400
total	210 706	210 867	243 525	256 111

- (a) Salarié du CFCAL-Banque jusqu'au 03 janvier 2011.
- (b) Les rémunérations ont été versées par Crédit Mutuel Arkéa jusqu'au 31 mai 2011 puis par Arkéa SCD au-delà.
- (c) Les avantages en nature portent sur une indemnité de voiture de fonction

Dominique Andro représentant permanent de Financo	2010 dû au titre de l'exercice	2010 versé sur l'exercice	2011 dû au titre de l'exercice (a)	2011 versé sur l'exercice (a)
rémunération fixe	255 177	255 177	221 619	221 619
rémunération variable	114 697	51 073	44 293	66 255
avantages en nature (b)	8 560	8 560	7 434	7 434
total	378 434	314 810	273 347	295 308

- (a) Nomination à compter du 17 février 2011 : éléments de rémunération 2011 proratisés. Les rémunérations ont été versées par Crédit Mutuel Arkéa jusqu'au 31 mai 2011 puis par Arkéa SCD au-delà.
- (b) Les avantages en nature portent sur la mise à disposition d'une voiture de fonction

Philippe Bondoux Président du Conseil d'administration	2010 dû au titre de l'exercice	2010 versé sur l'exercice	2011 dû au titre de l'exercice	2011 versé sur l'exercice (b)
rémunération fixe	180 135	180 135	180 135	180 135
rémunération variable	72 054	28 984	81 000	72 054
avantages en nature (a)	5 876	5 876	5 876	5 876
total	258 065	214 995	267 011	258 065

- (a) Les avantages en nature portent sur la mise à disposition d'une voiture de fonction
- (b) Les rémunérations ont été versées par Crédit Mutuel Arkéa jusqu'au 31 mai 2011 puis par Arkéa SCD au-delà

Yves Gourhannic Administrateur jusqu'au 20 mai 2011 Représentant permanent de Crédit Mutuel Arkéa depuis le 20 mai 2011	2010 dû au titre de l'exercice	2010 versé sur l'exercice	2011 dû au titre de l'exercice	2011 versé sur l'exercice (b)
rémunération fixe	85 370	85 370	86 991	86 991
rémunération variable	30 482	4 680	21 296	30 482
avantages en nature (a)	3 869	3 869	3 869	3 869
total	119 721	93 919	112 156	121 342

(a) Les avantages en nature portent sur la mise à disposition d'une voiture de fonction

⁽b) Les rémunérations ont été versées par Crédit Mutuel Arkéa jusqu'au 31 mai 2011 puis par Arkéa SCD au-delà

Jean-Pierre Le Tennier administrateur	2010 dû au titre de l'exercice	2010 versé sur l'exercice	2011 dû au titre de l'exercice	2011 versé sur l'exercice (b)
rémunération fixe	207 456	207 456	240 004	240 004
rémunération variable	144 002	21 844	144 000	144 002
avantages en nature (a)	13 002	13 002	7 777	7 777
total	364 460	242 302	391 781	391 783

(a) Les avantages en nature portent sur la mise à disposition d'une voiture de fonction et une indemnité de logement (2010)

Montant global brut des rémunérations versées aux 5 personnes les mieux rémunérées pour 2011: 417 983€

JETONS DE PRESENCE 2011

ADMINISTRATEURS	Montants versés
ALLEMON Robert, administrateur	4 250 €
COUTIERE Antoine, administrateur	6 000 €
CREDIT MUTUEL ARKEA (représenté par JP. DENIS jusqu'au 20 mai puis par Y. GOURHANNIC)	2 750 €
DURRENBERGER J.Charles, administrateur	4 500 €
FINANCO (représenté par Dominique ANDRO)	6 500 €
MOREAU Corinne, administrateur (mandat en date du 20 mai 2011)	1 500 €
	25 500 €

⁽b) Les rémunérations ont été versées par Crédit Mutuel Arkéa jusqu'au 31 mai 2011 puis par Arkéa SCD au-delà

REMUNERATIONS 2011 DES COMMISSAIRES AUX COMPTES AU TITRE DU GROUPE

			KPMG AUDI	Т		PRICEWATERHOUSECOOPERS AUDIT					
Audit		Montar	%		Montant (HT)		%				
Audit		2011	2010	2011	2010	2011	2010	2011	2010		
Commissariat aux	* Emetteur (Banque)	60 000 €	59 250 €	61%	57%	60 000 €	59 250 €	63%	60%		
comptes, certification, examen des comptes individuels et consolidés	* Filiales intégrées globalement (SCF)	35 500 €	35 000 €	36%	34%	35 500 €	35 000 €	37%	35%		
Autres diligences et prestations directement	* Emetteur (Banque)	2 660 €	6 956 €	2%	7%	- €	4 118 €		4%		
liées à la mission du commissaire aux comptes	* Filiales intégrées globalement (SCF)	630 €	2 518 €	1%	2%	- €	558 €		1%		
Sous-tota	l _	98 790 €	103 724 €	100%	100%	95 500 €	98 926 €	100%	100%		
Autres prestations	* Juridique, fiscal, social,	NE.	NEANT			NE	ANT				
rendues par les réseaux aux filiales intégrées globalement	* Autres (à préciser si >10% des		NEANT			NEANT					
TOTAL		98 790 €	103 724 €	100%	100%	95 500 €	98 926 €	100%	100%		

8. Informations relatives au dividende

Le Conseil d'administration propose à l'Assemblée Générale des actionnaires de verser un dividende de 1,00 euro par action, soit un taux de distribution de 21,70%. Cette répartition du résultat permet de réinvestir les bénéfices dans l'entreprise pour poursuivre l'accroissement des fonds propres et préserver la capacité de CFCAL à financer ses clients.

AFFECTATION ET DISTRIBUTION DU RESULTAT DE L'EXERCICE

en Euros

Le Compte de Résultat au **31 décembre 2011** présente un solde bénéficaire de

6 944 411,56

Nous vous proposons de distribuer :

un premier dividende de 5 % sur le capital un dividende supplémentaire 279 139,85

3 381 710,15

DISTRIBUTION TOTALE

3 660 850,00

et d'affecter le solde à la RESERVE FACULTATIVE

3 283 561,56

Si vous acceptez ces propositions, le dividende de l'exercice sera détaché à partir du 30 mai 2012 à raison de 1,00 € aux 3 660 850 actions constituant le capital, soit un total de 3 660 850 €.

Conformément à l'article 243 bis du Code Général des Impôts, la totalité du dividende proposé est éligible à l'abattement de 40 % bénéficiant aux personnes physiques domiciliées en France, prévu au 2° du 3 de l'article 158 du Code Général des Impôts. L'imposition des dividendes revenant aux personnes physiques peut se faire, au choix, par intégration aux revenus soumis au barème progressif ou par prélèvement forfaitaire libératoire (au taux de 21 %). L'option doit être exercée par le contribuable avant le versement des dividendes. A défaut d'option, les dividendes seront réintégrés aux revenus soumis au barème progressif, les prélèvements sociaux de 13,5 % sur les dividendes étant retenus d'office dès leur paiement.

	Nombre d'actions	Masse distribuée en €	Dividende net par action en €
Exercice 2008	3 484 538	7 317 529,80	2,10
Exercice 2009	3 629 606	8 711 054,40	2,40
Exercice 2010	3 660 850	3 660 850,00	1,00

RESULTATS FINANCIERS AU COURS DES CINQ DERNIERS EXERCICES

NATURE DES INDICATIONS	2007	2008	2009	2010	2011
1) SITUATION FINANCIERE EN FIN D'EXERCICE					
Capital social	5 149 526	5 313 921 (1)	5 535 150 ້(າງ	5 582 797 (1)	5 582 797
Nombre d'actions émises	3 376 738	3 484 538	3 629 606	3 660 850	3 660 850
2) RESULTAT GLOBAL DES OPERATIONS EFFECTIVES					
Chiffre d'affaires hors taxes	25 101 673	23 851 347	19 119 922	20 920 836	17 862 975
Marge brute	15 604 712	12 940 531	14 337 174	15 641 002	11 580 259
Résultat avant impôt, participation des salariés,					
dotations nettes aux amortissements et provisions	14 978 862	12 400 980	11 713 437	13 993 015	8 406 014
Impôt sur les bénéfices	2 183 602	1 744 584	1 713 141	1 749 246	1 245 285
Participation des salariés et intéressement					
dus au titre de l'exercice	1 342 779	1 387 748	1 795 135	1 745 848	1 393 223
Résultat après impôt, participation des salariés,					
dotations nettes aux amortissements et provisions	11 501 863	8 527 624	10 328 884	10 304 064	6 944 412
Montant des bénéfices distribués	7 428 824	7 317 530	8 711 054	3 660 850	3 660 850
3) RESULTAT DES OPERATIONS REDUIT					
A UNE SEULE ACTION					
Résultat après impôt, participation des salariés,					
mais avant dotations nettes aux amortis. et provisions	3,39	2,66	2,26	2,87	1,58
Résultat après impôt, participation des salariés,	-,	,	_,	-,	
dotations nettes aux amortissements et provisions	3,41	2,45	2,85	2,81	1,90
Dividende versé à chaque action	2,20	2,10	2,40	1,00	1,00
Dividende exceptionnel	_	-	-	-	
4) PERSONNEL					
Effectif moyen des salariés	109	106	106	108	108
Montant de la masse salariale	3 128 536	3 445 570	3 572 608	3 784 552	3 422 088
Montant des sommes versées au titre des avantages					
sociaux (Sécurité Sociale, oeuvres sociales,)	1 643 258	1 873 850	1 999 749	1 973 927	2 072 049

⁽¹⁾ Augmentation de capital par réinvestissement du dividende

KPMG Audit

PricewaterhouseCoopers Audit

1, cours Valmy 92923 Paris La Défense Cedex France

Centre d'Affaires Urbania 230, avenue de Colmar CS 90240 67089 Strasbourg Cedex

Crédit Foncier et Communal d'Alsace et de Lorraine - Banque (CFCAL - Banque) S.A.

Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés

Exercice clos le 31 décembre 2011 Crédit Foncier et Communal d'Alsace et de Lorraine - Banque (CFCAL - Banque) S.A. 1, rue du Dôme - 67000 Strasbourg Ce rapport contient 32 pages

Référence: xxx-xxx

KPMG Audit

1, cours Valmy 92923 Paris La Défense Cedex France

PricewaterhouseCoopers Audit

Centre d'Affaires Urbania 230, avenue de Colmar CS 90240 67089 Strasbourg Cedex France

Crédit Foncier et Communal d'Alsace et de Lorraine - Banque (CFCAL - Banque) S.A.

Siège social: 1, rue du Dôme - 67000 Strasbourg

Capital social: €.5 582 797

Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés

Exercice clos le 31 décembre 2011

Mesdames, Messieurs,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2011 sur :

- le contrôle des comptes consolidés de la société CFCAL Banque S.A., tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la justification de nos appréciations ;
- la vérification spécifique prévue par la loi.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par votre conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

1 Opinion sur les comptes consolidés

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à vérifier, par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes consolidés. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Nous certifions que les comptes consolidés de l'exercice sont, au regard du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière ainsi que du résultat de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

Crédit Foncier et Communal d'Alsace et de Lorraine - Banque (CFCAL - Banque) S.A.
Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés
27 avril 2012

2 Justification des appréciations

Les estimations comptables concourant à la préparation des comptes consolidés au 31 décembre 2011 ont été réalisées dans un environnement incertain, lié à la crise des finances publiques de certains pays de la zone euro, qui s'accompagne d'une crise économique et d'une crise de liquidité, rendant difficile l'appréhension des perspectives économiques. C'est dans ce contexte que, en application des dispositions de l'article L.823.9 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les éléments suivants.

Règles et principes comptables

Votre groupe détient des positions sur titres et instruments financiers. La note III des notes annexes aux comptes consolidés expose les règles et méthodes comptables relatives aux titres et instruments financiers. Nous avons examiné le dispositif de contrôle relatif au classement comptable et à la détermination des paramètres utilisés pour la valorisation de ces positions. Dans le cadre de notre appréciation des règles et principes comptables suivis par votre société, nous avons vérifié le caractère approprié des méthodes comptables retenues par la société et des informations fournies dans les notes annexes et nous nous sommes assurés de leur correcte application.

Estimations comptables

Votre groupe constitue des dépréciations pour couvrir les risques de crédit inhérents à ses activités comme mentionné dans la note III et dans les notes 9, 15 et 29 de l'annexe aux comptes consolidés. Nous avons examiné le dispositif de contrôle relatif au suivi des risques de crédit et avons apprécié les risques de non-recouvrement et le niveau des dépréciations ainsi constituées sur base individuelle et sur base de portefeuille.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes consolidés, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

Crédit Foncier et Communal d'Alsace et de Lorraine - Banque (CFCAL - Banque) S.A.
Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés
27 avril 2012

3 Vérification spécifique

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, à la vérification spécifique prévue par la loi des informations données dans le rapport sur la gestion du groupe.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

Les commissaires aux comptes

Paris La Défense, le 27 avril 2012 Strasbourg, le 27 avril 2012

KPMG Audit PricewaterhouseCoopers Audit

Département de KPMG S.A.

Philippe Saint-Pierre *Associé*

Sylvain Mayeur Associé

CFCAL - BANQUE

COMPTES SOCIAUX AU 31 DECEMBRE 2011

BILAN 31 DECEMBRE 2011

n	K€	

							en K€
ACTIF	Notes	NET 31/12/2011	NET 31/12/2010	PASSIF	Notes	31/12/2011	31/12/2010
Caisse, banques centrales, C.C.P.		86	1 047	Banques Centrales , CCP		0	0
Créances sur les établissements de crédit	1/2	8 298	18 635	Dettes envers les établissements de crédit	3/4	15 130	16 314
Opérations avec la clientèle	1/2	109 843	111 452	Opérations avec la clientèle	3/4	25 507	17 974
Obligations et autres titres à revenu fixe	11	42 447	43 150	Dettes représentées par un titre	3/4	35 172	55 207
Actions et autres titres à revenu variable	11	2 477	3 235	Autres passifs	9	4 860	4 279
Participations et autres titres détenus à long terme		31	31	Comptes de régularisation	10	128	421
Parts dans les entreprises liées	12	12 352	12 352	Provisions	6	3 734	5 295
Immobilisations incorporelles	5	455	303	Fonds pour risques bancaires généraux	6	12 800	12 800
Immobilisations corporelles	5	7 134	6 527	CAPITAUX PROPRES HORS FRBG	14		
Actions propres		71	47	Capital souscrit		5 583	5 583
Autres actifs	7	5 394	3 439	Primes d'émission		30 150	30 150
Comptes de régularisation	8	294	265	Réserves		46 772	40 129
				Provisions réglementées et subvention d'investissement	6	2 101	2 027
				RESULTAT DE L'EXERCICE	14	6 944	10 304
TOTAL DE L'ACTIF		188 880	200 482	TOTAL DU PASSIF		188 880	200 482

			Princ			
HORS-BILAN	Notes	Date d'Effet	Date d'Échéance	Nature	31/12/2011	31/12/2010
ENGAGEMENTS RECUS	13					
Engagements de financement					30 000	10 000
CM ARKEA		01/07/2011	tacite reconduction durée	Convention de refinancement	15 000	
CM ARKEA		01/12/2011	indéterminée	Crédit de trésorerie	10 000	
CE Alsace		31/07/2010	31/07/2011	Ligne de découvert accordée	0	5 000
BNP Paribas		01/11/2011	31/10/2012	Ligne de découvert accordée	5 000	5 000
Engagements de garantie					115 856	121 097
Etablissements de crédit					31	35
Assurance					23 970	28 270
Clientèle					91 856	92 791

			Princ	cipales caractéristiques			
HORS-BILAN	Notes	Date d'Effet Date Nature		Nature	31/12/2011	31/12/2010	
ENGAGEMENTS DONNES	13						
Engagements de financement Engagements en faveur des établissements de crédits				Engagement envers la clientèle	23 431	17 545	
			Tacite				
- CFCAL-Banque		17/10/2008	reconduction	Avance en compte	50 000	50 000	
ENGAGEMENTS SUR INSTRUMENT	TS FINANCIE	RS A TERME					
OPERATION DE COUVERTURE Le Crédit Lyonnais		2	Swaps de taux - 0	Opérations de microcouverture	15 000	25 000	

COMPTE DE RESULTAT SOCIAL

31 décembre 2011

	ı			en K€
Note			31/12/2011	31/12/2010
16	+	Intérêts et produits assimilés	8 857	8 758
16	-	Intérêts et charges assimilées	2 268	2 090
17	+	Revenus des titres à revenu variable	2 812	6 130
18	+	Commissions (produits)	5 392	3 430
18	-	Commissions (charges)	5 064	3 326
	+/-	Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de négociation	0	0
19	+/-	Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de placement	-521	-30
20	+	Autres produits d'exploitation bancaire	3 627	4 833
20	-	Autres charges d'exploitation bancaire	1 256	2 065
		PRODUIT NET BANCAIRE	11 580	15 641
21	-	Charges générales d'exploitation	11 242	10 551
21		Dotations aux amortissements & provisions sur immobilisations incorporelles & corporelles	862	760
21	-	sous-total	12 104	11 311
		à déduire charges refacturées	-9 334	-8 560
21		TOTAL NET	2 770	2 751
		RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION	8 810	12 890
22	+/-	Coût du risque	-548	-721
		RESULTAT D'EXPLOITATION	8 262	12 169
	+/-	Gains/pertes sur actifs immobilisés	1	0
		RESULTAT COURANT AVANT IMPÔT	8 264	12 169
	+/-	Résultat exceptionnel	0	0
24	-	Impôt sur les bénéfices	1 245	1 749
	+/-	Dotations/Reprises de FRBG et provisions réglementées	-74	-115
		RESULTAT NET	6 944	10 304

ANNEXE AUX COMPTES SOCIAUX

I) <u>PRINCIPES COMPTABLES ET</u> METHODES D'EVALUATION

Les comptes annuels de la société Crédit Foncier et Communal d'Alsace et de Lorraine-Banque (CFCAL-Banque) sont établis et présentés conformément aux dispositions du règlement n° 91-01 du Comité de la Réglementation Bancaire (C.R.B.), du règlement n° 2000-03 du 04 Juillet 2000 du Comité de la Réglementation Comptable (C.R.C.) ainsi qu'aux principes et méthodes comptables généralement admis en France :

- coût historique
- continuité de l'exploitation
- indépendance des exercices
- prudence
- permanence des méthodes comptables.

Faits marquants de l'exercice

NEANT

<u>Utilisation d'estimations dans la préparation des états financiers</u>

La préparation des états financiers peut nécessiter la formulation d'hypothèses et la réalisation d'estimations qui se répercutent dans la détermination des produits et des charges, des actifs et passifs du bilan et dans l'annexe aux comptes.

Dans ce cas de figure, les gestionnaires, sur la base de leur jugement et de leur expérience, utilisent les informations disponibles à la date d'élaboration des états financiers pour procéder aux estimations nécessaires. C'est notamment le cas:

- des dépréciations au titre du risque de crédit
- des dépréciations des titres à revenu variable
- du calcul de la valeur de marché des instruments financiers pour lesquels cette information doit être portée dans

les notes annexes aux états financiers et de la détermination des provisions pour risque et pour couverture des engagements sociaux.

1.1 Créances sur la clientèle et risque de crédit

1.1.1 Présentation

Les crédits à la clientèle sont enregistrés à l'actif du bilan pour leur valeur débloquée sous la rubrique « opérations avec la clientèle », les fractions non encore versées étant portées en hors bilan.

Le Crédit Foncier et Communal d'Alsace et de Lorraine – Banque présente les encours douteux compromis conformément à l'avis n°2003-G du 18 décembre 2003 du Comité d'urgence du CNC. Sont ainsi déclassés en encours douteux compromis ceux pour lesquels les conditions de solvabilité de la contrepartie sont telles qu'après une durée raisonnable de classement en encours douteux, aucun reclassement en encours sain n'est prévisible. Les garanties sont prises en compte dans l'appréciation du caractère compromis de la créance.

Dans notre établissement, les encours restructurés à des conditions hors marché ne sont pas significatifs.

Les intérêts relatifs aux prêts sont comptabilisés en produits d'exploitation bancaire pour leurs montants courus, échus et non échus, calculés prorata temporis ainsi que les intérêts sur les échéances impayées.

1.1.2 Risque et constitution des provisions

Une créance est considérée comme douteuse lorsqu'elle présente un risque probable ou certain de non recouvrement total ou partiel. Ce sont notamment les créances présentant des impayés d'un montant supérieur à trois échéances pour tous les types de crédits. Le principe de contagion est appliqué, la classification en créances douteuses d'un encours entraîne le transfert vers les créances douteuses de l'intégralité des engagements à l'encontre d'un même client.

Le CFCAL-Banque applique le règlement 2002-03 relatif au traitement comptable du risque de crédit dans les relevant entreprises du Conformément à l'article 13 de ce règlement, les provisions permettant de couvrir les pertes prévisionnelles sur les créances douteuses sont évaluées selon la méthode d'actualisation des flux prévisionnels. Par ailleurs, le CFCAL-Banque prend désormais en compte la valeur de ses gages dans la détermination des provisions.

Les dotations nettes de reprises des provisions, et les créances passées en pertes sur l'exercice, nettes des récupérations sur créances amorties, constituent le coût du risque sur opérations de crédit au compte de résultat, à l'exception des provisions, reprises de provision, pertes sur créances irrécupérables et récupérations sur créances amorties relatives aux intérêts sur créances douteuses intégrées au PNB.

1.2 Portefeuille de titres

Les règles relatives à la comptabilisation des opérations sur titres sont définies par les règlements 90-01 et 95-04 du Comité de la Réglementation Bancaire et Financière, l'instruction 94-05 de la Commission Bancaire, l'instruction 2000-12 de la Commission Bancaire et le règlement 2000-02 du CRC.

La répartition des titres entre les 4 catégories de portefeuille (transaction, placement, investissement et titres de l'activité de portefeuille), est faite en fonction de l'intention initiale d'utilisation des titres.

<u>Titres de placement</u>: Les titres de placement sont acquis par le Crédit Foncier et Communal d'Alsace et de Lorraine-Banque avec l'intention de les détenir durant une période supérieure à six mois, sans intention de les conserver jusqu'à leur échéance. Ces titres sont enregistrés à la date de leur acquisition pour leur prix d'acquisition, frais et coupons courus exclus.

A la clôture de l'exercice, ils sont évalués individuellement au cours moyen de décembre pour les titres cotés en France, et au dernier cours de décembre pour les titres cotés à l'étranger. Aucune compensation n'est opérée entre les plus et moins-values latentes ainsi constatées; les moins-values latentes donnent lieu à une provision pour dépréciation.

Le résultat des cessions est enregistré en « Gains ou pertes sur opérations de portefeuille de placement et assimilées ». Cette rubrique comprend également les

dotations et reprises sur provisions relatives à ces titres, ainsi que les frais d'acquisition.

1.3 Titres de participation, parts dans les entreprises liées, et autres titres détenus à long terme.

<u>Les titres de participation</u> sont des titres acquis en vue d'une détention durable, supérieure à 5 % du capital des sociétés concernées.

Ces titres sont comptabilisés pour leur valeur d'acquisition. Ils sont évalués à leur valeur d'usage. A la clôture de l'exercice, ces titres peuvent faire l'objet individuellement de provisions pour dépréciation lorsque leur valeur d'usage est inférieure au coût historique.

La valeur d'usage de ces titres représente ce que l'établissement accepterait de décaisser pour les acquérir, compte tenu de ses objectifs de détention. Les éléments pris en compte pour l'estimation de la valeur d'usage reposent essentiellement sur les capitaux propres.

Les parts dans les entreprises liées sont les parts détenues dans des entreprises contrôlées de manière exclusive, incluses ou susceptibles d'être incluses par intégration globale dans un même ensemble consolidable notamment la société Crédit Foncier et Communal d'Alsace et de Lorraine-Société de Crédit Foncier (CFCAL-SCF) entrant dans le périmètre de la consolidation.

1.4 Immobilisations incorporelles et corporelles.

Le CFCAL-Banque applique depuis le 1er janvier 2005 l'approche par composant. Elle consiste à amortir distinctement éléments significatifs d'une immobilisation prise dans son ensemble. Si certains de ces éléments ont un même plan d'amortissement (durée et mode) ils peuvent toutefois être regroupés pour déterminer la charge d'amortissement. Les grandes catégories de composants suivantes ainsi que les durées d'amortissement associées déterminées pour les immeubles :

- Terrain,
- Gros œuvre (50 ans),
- Couverture / Façade / Etanchéité (20 ans),
- Equipements Techniques (10 ans),
- Agencements (10 ans).

Les autres immobilisations sont amorties selon le système de l'amortissement linéaire ou dégressif soit :

- Matériel informatique dégressif 3 à 5
- Autres matériels linéaire 10 ans
- Logiciels linéaire 1 à 8 ans

Plus et moins-values de cession:

Les résultats nets de cession figurent au niveau du produit net bancaire sous la rubrique « Autres produits ou autres charges d'exploitation bancaire » pour les immobilisations hors exploitation et en « Gains ou pertes sur actifs immobilisés » pour les immobilisations d'exploitation.

Selon les instructions du groupe Arkéa, le CFCAL-BANQUE active depuis le 1^{er} juillet 2011 les charges MOE/MOA.

La méthode préférentielle en matière de comptabilisation des logiciels créés en interne est appliquée. Ainsi, toutes les dépenses de logiciels survenues après le début du processus de production (analyse détaillée. développement, recettes. documentation) sont immobilisées; dépenses ne répondant pas aux conditions d'activation (et notamment les dépenses d'étude préalable et d'analyse fonctionnelle) sont quant à elles comptabilisées en charges. L'amortissement des développements est basé informatiques sur la durée d'utilisation.

Les logiciels innovants sont amortis sur 5 ans et les autres sur 3 ans en linéaire.

1.5 Actions propres

Le CFCAL-Banque fait un usage partiel de l'autorisation de rachat de ses propres titres limitée à 10% du capital social. Ces titres sont comptabilisés à leur valeur d'acquisition et peuvent faire l'objet de provisions pour dépréciation lorsque leur cours de bourse est inférieur à leur valeur historique.

1.6 Stock des immeubles acquis par adjudication

Au 31 décembre 2011, le CFCAL-Banque détient un stock de 20 biens acquis par adjudication pour un montant total brut de $1\,456\,\mathrm{K}\+\mathrm{C}$.

1.7 Dettes représentées par un titre.

Ce poste comprend notamment des titres de créances négociables pour assurer le financement de l'activité de la société CFCAL-Banque.

Ces titres sont inscrits au passif du bilan pour leur valeur nominale. Les intérêts et charges relatifs à ces dettes sont comptabilisés en charges d'exploitation bancaire pour leurs montants courus, échus et non échus, calculés prorata temporis sur la base des taux contractuels.

1.8 Dettes à terme

Au 31/12/2011, le CFCAL- banque détient 15 M€ de prêts interbancaires avec le Crédit Mutuel ARKEA.

Leurs montants nominaux figurent au passif du bilan dans la rubrique « Dettes envers les établissements de crédit »

Les intérêts relatifs sont comptabilisés en charges d'exploitation bancaire pour leurs montants courus, échus et non échus, calculés prorata temporis sur la base des taux contractuels.

1.9 Provisions pour risques de contrepartie

Le Crédit Foncier et Communal d'Alsace et de Lorraine-Banque a constaté au passif de son bilan des provisions, nettement précisées quant à leur objet, que des événements survenus ou en cours rendent probables conformément aux prescriptions du règlement 2000-06 du Comité de la Réglementation Comptable.

Au 31/12/2011, ces provisions recoupent essentiellement:

-les provisions pour litiges : elles couvrent les assignations auxquelles le CFCAL-Banque doit faire face dans le cadre de son activité. Le montant de ces provisions au 31/12/2011 s'élève à 2 998K€.

-<u>les provisions collectives</u>

Pour une prise en compte plus économique du risque de contrepartie, une provision est constituée sur les engagements sains de bilan.

Depuis le 1er janvier 2011, le Groupe CFCAL a modifié les paramètres de détermination de l'assiette des encours faisant l'objet d'une provision. Elles demeurent évaluées sur la base de données statistiques, les paramètres de PD et LGD étant déterminés à partir de données historiques conservées par le CFCAL. Ce changement d'estimation et de modalités d'application conduit à un stock final au 31/12/2011 de 156K€.

1.10 Provisions pour charges de retraite.

Les engagements de retraite sont intégralement provisionnés. sont déterminés par des actuaires indépendants sur la base d'un taux d'actualisation de 4,75%, de l'application des tables de mortalité par générationnels, du taux de turn-over et des profils de carrière propres au CFCAL-Banque. Le CFCAL-Banque comptabilise une provision pour prime d'ancienneté conformément l'accord collectif en vigueur.

La méthode de comptabilisation retenue permet d'amortir les écarts actuariels selon la règle du corridor pour les Indemnités de Fin de Carrière. Pour les Primes d'Ancienneté, les écarts actuariels doivent être reconnus immédiatement (il s'agit d'un régime de type « autres avantages à long terme »).

1.11 Fonds pour risques bancaires généraux:

Le Crédit Foncier et Communal d'Alsace et de Lorraine-Banque constitue pour renforcer la couverture générale contre les aléas propres au CFCAL-Banque, une provision intitulée « Fonds pour risques bancaires généraux » prévue à l'article 3 du règlement n° 90-02 du Comité de la Réglementation Bancaire. Le fonds pour risques bancaires généraux ne couvre, en aucun cas, des risques identifiés.

Au 31 décembre 2011, le Fonds pour Risques Bancaires Généraux s'élève à 12 800 K€, sans modification depuis le 31 décembre 2010.

1.12 Indemnités de remboursement anticipé (IRA)

Les indemnités perçues depuis le 1^{er} janvier 2005 sont immédiatement comptabilisées dans le PNB.

1.13 Instruments financiers à terme

L'enregistrement de ces opérations s'effectue conformément aux principes définis par les règlements n°90-15 modifié par le 92-04 du CRBF et le 2002-01 du CRC. Le montant notionnel de l'instrument est comptabilisé en hors bilan. Le CFCAL-Banque n'a effectué que des opérations de microcouverture. Les opérations répertoriées en microcouverture ont pour objet de couvrir le risque de taux d'intérêt affectant un élément, ou un ensemble d'éléments homogènes identifiés dès l'origine.

Les charges et les produits relatifs à ces opérations sont inscrits en compte de manière identique à la comptabilisation des produits et charges de l'élément, ou de l'ensemble homogène couvert.

1.14 Impôt sur les bénéfices

La charge d'impôt figurant au compte de résultat comprend l'impôt sur les sociétés dû au titre de l'exercice qui inclut les avoirs fiscaux et crédits d'impôts effectivement utilisés.

1.15 Intégration fiscale

Le Crédit Foncier et Communal d'Alsace et de Lorraine—Banque (CFCAL-Banque) et sa filiale le Crédit Foncier et Communal d'Alsace et de Lorraine — Société de Crédit Foncier (CFCAL-SCF) ont opté pour le régime de l'intégration fiscale depuis le 1er janvier 2000. Le Crédit Foncier et Communal d'Alsace et de Lorraine-Banque, est, en tant que société mère, seul redevable de l'impôt sur les sociétés et de l'imposition forfaitaire annuelle dus par le Groupe.

1.16 Consolidation

Le Crédit Foncier et Communal d'Alsace et de Lorraine-Banque (CFCAL-Banque) est la société-mère du groupe constitué avec sa filiale le Crédit Foncier et Communal d'Alsace et de Lorraine – Société de Crédit Foncier (CFCAL-SCF), détenue à 99,99%.

II) ANNEXES AU BILAN ET HORS-BILAN

NOTE 1) CREANCES SUR LES ETABLISSEMENTS DE CREDIT OPERATIONS AVEC LA CLIENTELE

en milliers d'€ 2011 2011 2010 brut Dépréciations net net **CREANCES SUR LES ETABLISSEMENTS DE CREDIT** 8 298 8 298 18 635 * A VUE (taux variable) 8 298 8 298 18 635 Comptes ordinaires débiteurs (1) 18 466 8 117 8 1 1 7 Divers 149 149 152 Créances rattachées 32 32 17 **OPERATIONS AVEC LA CLIENTELE** 119 591 9 748 109 843 111 452 * AUTRES CONCOURS A LA CLIENTELE 119 585 9 748 109 837 111 436 ** CREANCES SAINES 94 111 94 111 93 607 Crédits de trésorerie 23 646 23 646 20 494 Crédits à l'équipement 1 604 1 604 1 905 Crédits à l' habitat 30 194 30 194 34 406 Autres crédits à la clientèle 38 667 38 667 36 802 ** CREANCES DOUTEUSES 13 434 4 388 9 046 11 505 Crédits de trésorerie 1 604 299 1 305 2 680 Crédits à l'équipement 0 0 Crédits à l' habitat 5 580 788 4 792 5 004 Autres crédits à la clientèle 3 301 2 949 3 821 6 250 ** CREANCES DOUTEUSES COMPROMISES 11 617 5 328 6 289 5 956 Crédits de trésorerie 5 746 1 394 4 352 4 280 Crédits à l'équipement 441 441 0 0 Crédits à l' habitat 2 444 1 374 1 070 955 Autres crédits à la clientèle 2 986 721 2 119 867 Créances rattachées 423 32 391 368 * COMPTES ORDINAIRES DEBITEURS 6 0 6 16 Comptes ordinaires 6 6 16

NOTE 2) VENTILATION DES CREANCES SELON LA DUREE RESIDUELLE

	durée	durée	durée	durée		
	inférieure	comprise	comprise	supérieure	TOTAL	TOTAL
	à	entre	entre	à	NET 2011	NET 2010
	3 mois	3 mois & 1 an	1 an & 5 ans	5 ans		
CREANCES SUR LES ETS DE CREDIT					8 298	18 635
* A VUE (taux variable) Comptes ordinaires débiteurs Divers	8 117 149				8 117 149	18 466 152
Créances rattachées	32				32	17
OPERATIONS AVEC LA CLIENTELE					109 843	111 452
* AUTRES CONCOURS A LA CLIENTELE						
Crédits de trésorerie	3 010	2 184	10 101	8 351	23 646	20 494
Crédits à l'équipement	89	123	713	679	1 604	1 905
Crédits à l' habitat	594	993	5 350	23 257	30 194	34 406
Autres crédits à la clientèle	689	1 358	7 871	28 749	38 667	36 802
Créances douteuses /douteuses compromises	7 685	471	2 029	5 150	15 335	17 461
Créances rattachées	391				391	368
* COMPTES ORDINAIRES DEBITEURS						
Comptes ordinaires	6				6	16
TOTAL	20 762	5 129	26 064	66 186	118 141	130 087

⁽¹⁾ Dont compte ordinaire banque du réseau pour 3 780K€ (SCF 436K€ et ARKEA 3 344K€)

NOTE 3) DETTES ENVERS LES ETABLISSEMENTS DE CREDIT OPERATIONS AVEC LA CLIENTELE DETTES REPRESENTEES PAR UN TITRE

			en milliers d'€
		2011	2010
		net	net
DETTES ENVERS LES ETABLISSEMENTS DE CREDIT		15 130	16 314
Dettes à vue (taux variable)		89	6 296
* Autres comptes ordinaires créditeurs		28	6 243
* Autres sommes dues (valeurs non encore encaissées)		61	53
Dettes à terme (taux variable)		15 041	10 018
*Emprunts ARKEA		15 000	10 000
*Dettes rattachées		41	18
OPERATIONS AVEC LA CLIENTELE		25 507	17 974
Comptes d'épargne à régime spécial	(1)	8 874	6 387
* à vue		7 542	5 543
* à terme		1 141	748
* dettes rattachées		191	96
Autres dettes		16 633	11 587
* à vue (COMPTES ORDINAIRES clientèle)	(1)	11 402	6 507
* à terme (comptes créditeurs à terme)		5 163	5 051
* dettes rattachées	_	68	29
DETTES REPRESENTEES PAR UN TITRE		35 172	55 207
* T.C.N. Certificats de dépôt		19 951	29 965
* T.C.N. Bons moyen terme négociables		15 000	25 000
* Bons de caisse		2	2
* Dettes rattachées		219	240

⁽¹⁾ progression sensible des comptes ordinaires et d'épargne due à la participation de nos clients, actionnaires du CFCAL-BANQUE, à l'OPA de février 20'

NOTE 4) VENTILATION DES DETTES SELON LA DUREE RESIDUELLE

	durée inférieure à 3 mois	durée comprise entre 3 mois & 1 an	durée comprise entre 1 an & 5 ans	durée supérieure à 5 ans	2011	2010
DETTES ENVERS LES ETABLISSEMENTS DE CREDIT * Comptes et emprunts (taux variable) * Autres sommes dues (valeurs non encore encaissées) * Dettes rattachées	340 61 41	10 938	3 750		15 130 15 028 61 41	16 314 16 243 53 18
OPERATIONS AVEC LA CLIENTELE * Comptes créditeurs de la clientèle * Dettes rattachées	25 248 259				25 507 25 248 259	17 974 17 849 125
DETTES REPRESENTEES PAR UN TITRE * Certificats de dépôt * BMTN * Bons de caisse * Dettes rattachées	19 951 2 219		15 000		35 172 19 951 15 000 2 219	55 207 29 965 25 000 2 240
TOTAL	46 121	10 938	18 750	0	75 809	89 495

NOTE 5) IMMOBILISATIONS CORPORELLES ET INCORPORELLES

						en milliers d'€
	Brut 31/12/10	Entrées de l'année 2011	Sorties de l'année 2011	Brut 31/12/11	Amortissement et Provisions	Net 31/12/11
IMMOBILISATIONS D' EXPLOITATION						
IMMOBILISATIONS CORPORELLES						
* Terrains	177			177		177
* Construction-gros-œuvre	1 200	9		1 209	381	828
* Construction-installations générales/agencements	1 906	219		2 125		829
* Construction-installations techniques	1 886	452		2 338	1 124	1 214
* Construction-couverture façade	1 094	64		1 158	293	865
* Matériel de bureau	318	27	71	274	208	66
* Matériel informatique	925	245	112	1 058	792	266
* Mobilier	533	10		543	334	209
sous-total	8 039	1 026	183	8 882	4 428	4 454
IMMOBILISATIONS CORPORELLES EN COURS	232	465	577	120	0	120
TOTAL	8 271	1 491	760	9 002	4 428	4 574
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES						
* Logiciels acquis	1 783	171	201	1 753	1 443	310
* Logiciels créés (MOE / MOA) (1)	0	75		75	3	72
sous-total	1 783	246	201	1 828	1 446	382
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES EN COURS (MOE/MOA) (1)	0	74		74	0	74
TOTAL	1 783	320	201	1 902	1 446	456
TOTAL IMMOBILISATIONS D'EXPLOITATION	10 054	1 811	961	10 904	5 874	5 030

⁽¹⁾ Selon les instructions du groupe Arkéa, le CFCAL active les charges MOE/MOA (création de logiciels en interne) depuis le 1er juillet 2011 (cf règles comptables)

IMMOBILISATIONS HORS EXPLOITATION						
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	000000		0000000			
* Terrains	155			155		155
* Construction-gros-œuvre	1 189	5		1 194	578	616
* Construction-installations générales/agencements	812	130		942	657	285
* Construction-installations techniques	1 097	79		1 176	737	439
* Construction-couverture façade	1 176	123		1 299	487	812
sous-total sous-total	4 429	337	0	4 766	2 459	2 307
IMMOBILISATIONS CORPORELLES EN COURS						
Immeubles de placement	27	396	170	253		253
TOTAL IMMOBILISATIONS HORS EXPLOITATION	4 456	733	170	5 019	2 459	2 560
					:	
TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	4 700	000	004	1 000	4 446	450
POTAL IMMODILIDATIONS INCOMPONILLES	1 783	320	201	1 902	1 446	456
TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES	12 727	2 224	930	14 021	6 887	7 134

NOTE 6) DEPRECIATIONS ET PROVISIONS

A) DEPRECIATIONS

en milliers d' €

					en millers a €
	Début		Rep	rises	Fin
	d'exercice	Dotations	montants	montants	d'exercice
			utilisés	non utilisés	
	2011		au cours de	au cours de	2011
			l'exercice	l'exercice	
OPERATIONS AVEC LA CLIENTELE					
*Créances douteuses					
Crédits de trésorerie	1 510	688	146	359	1 693
Crédits à l'équipement	446	1		6	441
Crédits à l' habitat	2 760	849	926	521	2 162
Autres crédits à la clientèle	5 718	353	308	343	5 420
Total dépréciations créances douteuses	10 434	1 891	1 380	1 229	9 716
*Créances rattachées	33	416		417	32
TOTAL OPERATIONS AVEC LA CLIENTELE	10 467	2 307	1 380	1 646	9 748
*Participations	0			0	0
*Activité de portefeuille	788	1 066		788	1 066
*Dépréciation des immobilisations hors exploitation	0				0
*Autres actifs	458	99		210	347
TOTAL	11 713	3 472	1 380	2 644	11 161

⁽¹⁾ au 31 décembre 2011 , les dépréciations sur créances douteuses compromises s'élèvent à 5 328 K€

B) PROVISIONS

	Début		Repris	es	Fin
	d'exercice	Dotations	montants	montants	d'exercice
			utilisés	non utilisés	
	2011		au cours de	au cours de	2011
			l'exercice	l'exercice	
*Provisions pour litiges	4 586	149		1 737 (1)	2 998
*Provisions collective	145	23		12	156
*Provisions pour engagement de retraite :					
*Indemnités de fin de carrière	346	49			395
*Prime d'ancienneté	218		33		185
TOTAL	5 295	221	33	1 749	3 734

⁽¹⁾ reprise de provisions affaire SCI LA VICTORINE - fin de la procédure (arrêt cour d'appel du 05/03/2009 devenu définitif)

			Rep	Reprises		
	Début		montants	montants	Fin	
	d'exercice		utilisés	non utilisés	d'exercice	
			au cours de	au cours de		
	2011	Dotations	l'exercice	l'exercice	2011	
FONDS POUR RISQUES BANCAIRES GENERAUX	12 800	0	0	0	12 800	
TOTAL	12 800	0	0	0	12 800	
PROVISIONS REGLEMENTEES ET SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT						
*Provisions pour investissement	2 027	361		287	2 101	
TOTAL	2 027	361	0	287	2 101	

NOTE 7) A U T R E S A C T I F S

				en milliers d' €
	2011	Provisions	2011	2010
	brut	pour	net	net
		dépréciation		
Créances sociales et fiscales	306 (1)		306	183
Fonds de garantie dépôts titres/espèces	43		43	40
Débiteurs immobiliers	141	128	13	23
Stock immeubles acquis par adjudication	1 480 (2)	219	1 261	738
Débiteurs divers (fournisseurs avances)	70		70	64
Groupement de fait	3 701		3 701	2 391
	5 741	347	5 394	3 439

⁽¹⁾ dont compte courant d'intégration fiscale de la SCF pour 193K€

NOTE 8) COMPTES DE PEGILIADISATION - A CITIE

NOTE 8) COMPTES DE REGULARISATION - A C ITF		en milliers d' €
	2011	2010
Charges constatées d'avance	190	190
Autres comptes de régularisation	104	75
	294	265

NOTE 9) A U T R E S P A S S I F S

		en milliers d' €
	2011	2010
Dépôts de garantie / retenues de garantie sur travaux	106	104
Charges à payer	729	238
Dettes sociales et fiscales et dettes provisionnées	1 233 (1)	1 495
Dettes provisionnées participation/intéressement	1 393	1 623
Créditeurs divers	857 (2)	548
Groupement de fait	542	271
	4 860	4 279

⁽¹⁾dont provision pour congés payés de 549K€ et provision pour CET pour 171K€ (1)au 31/12/2011 le CFCAL-BANQUE a procédé à une reprise de provision pour CMVA de 108K€

NOTE 10) COMPTES DE REGULARISATION - PASSIF

NOTE 10) COMPTES DE REGULARISATION - PASSIF		en milliers d' €
	2011	2010
Charges financière refacturée par la SCF	14	19
Charges à payer /intérêts courus sur SWAP	55	127
Autres comptes de régularisation	59	274
	128	420

⁽¹⁾ dont créances IS pour 96K€

⁽²⁾ en 2011, le CFCAL est resté adjudicataire de 11 nouveaux biens et 7 biens ont été revendus . Stock final de 20 biens détenus au 31/12/2011

⁽²⁾ dont provision sur-commission aux IOB pour 601K€

NOTE 11) TITRES DE TRANSACTION, DE PLACEMENT, D' INVESTISSEMENT

en milliers d' €

	Année 2011							
	Valeurs brutes au bilan	Créances rattachées	Provisions	Valeurs nettes au bilan	Plus-values latentes	Valeur de marché		
TITRES DE PLACEMENT								
OBLIGATIONS ET AUTRES TITRES A REVENU FIXE ACTIONS ET AUTRES TITRES A REVENU VARIABLE	41 166 (1) 3 543	1 281	0 1 066		0 1 555	42 447 4 032		
TOTAL DU PORTEFEUILLE 2011	44 709	1 281	1 066	44 924	1 555	46 479		
Total du portefeuille 2010	45 865	1 308	788	46 385	1 723	48 108		

⁽¹⁾ dont 10M€ obligation souscrite avec le CFCAL-SCF le 21 juillet 2009 sur une durée de 6 ans remboursable "in fine" le 21 juillet 2015 et 30M€ obligation souscrite avec le CFCAL-SCF le 26 février 2010 sur une durée de 10 ans remboursable "in fine" le 26 février 2020

NOTE 12) PARTS DANS LES ENTREPRISES LIEES

		en milliers d'
	2011	2010
PARTS ETABLISSEMENT DE CREDIT - CFCAL-SCF	12 198	12 198
PARTS ENTREPRISE LIEE - GERANCE FINANCIERE	154	154
TOTAL	12 352	12 352

NOTE 13) HORS BILAN

		Principales ca	21/12/2011	2. (2.2 (2.2 2	
	Date d'Effet	Date d'Échéance	Nature	31/12/2011	31/12/2010
ENGAGEMENTS RECUS					
Engagements de financement		01/07/2012 Tacite		30 000	10 000
CM ARKEA	01/07/2011	reconduction	Convention de refinancement	15 000	
CM ARKEA	01/12/2011	durée indéterminée	Crédit de trésorerie	10 000	
CE Alsace	31/07/2010	31/07/2011	Ligne de découvert accordée	0	5 000
BNP Paribas	01/01/2011	31/12/2012	Ligne de découvert accordée	5 000	5 000
Engagements de garantie				115 856	121 097
Etablissements de crédit				31	35
Assurance				23 970	28 270
Clientèle				91 856	92 791

	Principales caractéristiques			21 /12 /2011	21/12/2010
	Date d'Effet	Date d'Échéance	Nature	31/12/2011	31/12/2010
ENGAGEMENTS DONNES Engagements de financement Engagements en faveur des établissements de crédits			Engagement envers la clientèle	23 431	17 545
- CFCAL-SCF	17/10/2008	Tacite reconduction	Avance en compte	50 000	50 000
ENGAGEMENTS SUR INSTRUMENTS FINANCIERS A TERME					
OPERATION DE COUVERTURE DE MICRO-COUVEI Le Crédit Lyonnais	RTURE	2 Swaps de taux -	Opération de microcouverture	15 000	25 000

en milliers d' €

TABLEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES hors FRBG Provisions réglementées Capital Primes Réserves Réserve Autres réserves Résultat Report à et Total légales Statutaire nouveau subvention des d'investissement capitaux propres Solde au 31/12/2009 1 971 10 329 5 535 28 767 1 798 13 355 23 358 0 85 113 Affectation du résultat 2009 10 329 -10 329 Dividendes versés au titre de 2009 -8 711 Résultat exercice 2010 10 304 Augmentation capital et prime d'émiss 48 1 383 Autres variations 56 Solde au 31/12/2010 5 583 30 150 1 798 13 355 24 976 2 027 10 304 88 193 0 -10 304 Affectation du résultat 2010 10 304 Dividendes versés au titre de 2010 -3 661 6 944 Résultat exercice 2011 Augmentation capital et prime d'émission 74 Autres variations Solde au 31/12/2011 5 583 30 150 1 798 13 355 31 619 0 2 101 6 944 91 550

Le capital social est composé de 3 660 850 actions à 1,125 €

NOTE 15) COMPOSITION DES FONDS PROPRES (avant répartition)

en milliers d'€

	2011	variations	2010
Capitaux propres	91 550	3 357	88 193
Fonds pour risques bancaires généraux	12 800	0	12 800
FONDS PROPRES	104 350	3 357	100 993

ANNEXES AU COMPTE DE RESULTAT

NOTE 16) INTERETS ET PRODUITS ASSIMILES INTERETS ET CHARGES ASSIMILEES

en milliers d' €

	Intérêts et produits assimilés		Intérêts et charges assimilées		Net	
	31/12/2011	31/12/2010	31/12/2011	31/12/2010	31/12/2011	31/12/2010
Intérêts sur établissements de crédit Intérêts sur opérations avec la clientèle Intérêts sur instruments financiers à terme Intérêts sur obligations et autres titres à revenu fixe Intérêts sur T.C.N. Autres intérêts et charges assimilées	207 (1) 6 959 1 691 (2)	174 7 161 1 423	243 (3) 457 (4) 564 952 52	30 209 755 1 038 58	-36 6 502 -564 1 691 -952 -52	144 6 952 -755 1 423 -1 038 -58
	8 857	8 758	2 268	2 090	6 589	6 668

- (1) dont intérêts compte ordinaire débiteur du CFCAL-SCF pour 15K€ et Arkéa pour 107K€
- (2) dont intérêts sur obligations foncières non privilégiées du CFCAL-SCF pour 1 628K€
- (3) intérêts sur enprunts interbancaires Arkéa (15M€) pour 242K€
- (4) progression des intérêts sur comptes ordinaires et d'épargne due à la participation de nos clients, actionnaires du CFCAL-BANQUE, à l'OPA de février 2011

NOTE 17) REVENUS DES TITRES A REVENU VARIABLE

en milliers d' €

31/12/2011

31/12/2010

Dividendes & produits assimilés sur titres de placement
Dividendes & produits assimilés sur titres de participation et autres titres détenus à long terme

167
137
2 645 (2)
5 993 (1)
2 812
6 130

NOTE 18) COMMISSIONS

en milliers d' €

	CHIMINES						
	Commissions Produits		Commissions Charges		Net		
	31/12/2011	31/12/2010	31/12/2011	31/12/2010	31/12/2011	31/12/2010	
Commissions sur opérations avec la clientèle Commissions sur titres	2 246 (1) 24	1 391 55	2 527 (1) 30	1 631 33	-281 -6	-240 22	
Commissions refacturées à la SCF Indemnités de remboursements anticipés	2 632 387	1 652 237	2 082	1 318	550 387	334 237	
Diverses commissions	103	95	425	344	-322	-249	
	5 392	3 430	5 064	3 326	328	104	

⁽¹⁾ augmentation des commissions suite à la progression de la production 2011

⁽¹⁾ dont dividende de 5 988K€ provenant de la filiale SCF

⁽²⁾ dont dividende de 2 642K€ provenant de la filiale SCF

NOTE 19) GAINS OU PERTES SUR OPERATIONS DES PORTEFEUILLES DE PLACEMENT

en milliers d'€

	2011	2010
Plus-values sur titres de placement	91	30
Moins-values sur titres de placement	324	37
Plus-values nettes	-233	-7
Reprises de provisions pour dépréciation des titres de placement	788	790
Reprises de provisions sur titres de participation		0
Dotations aux provisions pour dépréciation des titres de placement	1 066	788
Dotations ou reprises nettes	-278	2
Frais d'acquisition	10	25
Solde des opérations sur titres de placement	-521	-30

NOTE 20) AUTRES PRODUITS ET CHARGES D'EXPLOITATION BANCAIRE

en milliers d'€

	Produits		Charges		Net	
	31/12/2011	31/12/2010	31/12/2011	31/12/2010	31/12/2011	31/12/2010
Immeubles de placement Cession immobilisations corporelles	1 121	1 098 1 290	365	428 1 097	756	670 193
Cession adjudications marchand de biens	749 (1)	298	711 (1)	358	38	-60
Produits /Charges divers litiges assignations Net des dotations et reprises provision litiges assignations	1 589 (2)	1 168 827	1	2 0	-1 1 589	1 166 827
Fonds de garantie cotisation exceptionnelle Dotations aux amortissements immeubles de placement Production immobilisée MOA/MOE	149 (3)		179	12 168	-179 149	-12 -168 0
Autres produits d'exploitation bancaire Charges refacturées-produits rétrocédés	8	139 13			8	139 13
	3 627	4 833	1 256	2 065	2 371	2 768

⁽¹⁾ Vente en 2011 de 7 biens acquis par adjudication

(2)dotation divers litiges pour 149K€ et reprise litige affaire SCI LA VICTORINE - fin de la procédure (arrêt cour d'appel du 05/03/2009 devenu définitif) pour 1 738K€

NOTE 21) CHARGES GENERALES D'EXPLOITATION DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS ET DEPRECIATIONS DES IMMOBILISATIONS INCORPORELLES ET CORPORELLES

en milliers d'€

		2011	2010
Salaires et traitements		4 024	4 238
Charges de retraite		412	443
Autres charges liées au personnel		3 454	3 670
Frais de personnel	(1)	7 890	8 351
Impots et taxes	(2)	449	418
Services extérieurs et autres frais administratifs	(3)	2 903	1 782
Charges générales d'expl Dotations aux amortissements et dépréciations des immobilisatio	oitation ons	11 242	10 551
incorporelles et corporelles		862	760
à déduire charges refacturées Société du g	roupe	-9 334	-8 560
тот	AL NET	2 770	2 751

⁽¹⁾ Une somme de 504K€ représentant la charge du personnel refacturée par le groupe Arkéa a été transférée dans la ligne suivante "services extérieurs et autres frais administratifs"

⁽³⁾ Selon les instructions du groupe Arkéa, le CFCAL active les charges MOE/MOA (création de logiciels en interne) depuis le 1er juillet 2011 (cf règles comptables)

⁽²⁾ compte tenu d'une reprise de provisions CMVA pour $108 \mbox{K} \mbox{\ensuremath{\in}}$

NOTE 22) COUT DU RISQUE

en mil	

						en milliers d' €
	Dotations aux provisions et aux dépréciations			rovisions et de ciations	Net	
	31/12/2011	31/12/2010	31/12/2011	31/12/2010	31/12/2011	31/12/2010
* Risques sur créances douteuses * Provision collective sur encours sain	1 302 24	1 459	1 115 12	1 114 6	187 12	345 -6
* Risques biens acquis par adjudication	97	101	147	89	-50	12
* Risque divers sous-total	1 426	13 1 573	64 1 338	49 1 258	-61 88	-36 315
	Créances irrécouvrables		Rentrées sur créances amorties		Net	
* Créances douteuses * Comptes ordinaires débiteurs	583	415 0	19 141	40	564 -141	375 0
* Divers	37	31			37	31
	620	446	160	40	460	406
TOTAL COUT DU RISQUE	2 046	2 019	1 498	1 298	548	721

NOTE 23) VENTILATION DE L'EFFECTIF

	2011	2010
CADRES TECHNICIENS	25 91	25 84
	116	109

NOTE 24) IMPOT SUR LES SOCIETES

en milliers d'€

	2011	2010
Charges des impôts courants sur le résultat GROUPE	8 629	9 420
Produits intégration fiscale SCF	-7 384	-7 671
	1 245	1 749

NOTE 25) TABLEAU DES FILIALES, PARTICIPATIONS, PARTS DANS LES ENTREPRISES LIEES ET AUTRES TITRES DETENUS A LONG TERME

en milliers d' €

SOCIETES	Capital	Capitaux propres	Quote-part du capital détenue en %	comptables	Prêts et avance: consentis par la société et non encore remboursés	cautions et		Bénéfice ou erte du dernie exercice	Dividendes encaissés par la société au cours de l'exercice
* PARTS DANS LES ENTREPRISES LIEES FILIALES (50% au moins du capital détenu par la Société) C.F.C.A.L Société de Crédit Foncier (Siren 424 184 737) 1, rue du Dôme à STRASBOURG	8 953	43 376	99,99%	12 198			32 643 (1)	13 490	
Sàrl LA GERANCE FINANCIERE (Siren 568 503 551) 1,rue du Dôme à STRASBOURG	168	1 676	100,00%	154			106 (2)	20	
* PARTICIPATION ET AUTRES TITRES DETENUS A LONG TERME									
Titres de l'activité de portefeuille				31					

(1) PNB

(2) Chiffre d'affaires

Inventaire des valeurs mobilières au 31 Décembre 2011

Titres de placement et participations dont la valeur d'inventaire est égale ou supérieure à 23 000 $\ensuremath{\varepsilon}$

A - Fonds d'Etat, Obligations et Bons

650000 OATI 2,50 % 2013	673 921,68
470000 OATI 1,00 % 2017	491 644,50

TOTAL GENERA	L OBLIGATIONS	1 165 566,18
B - Actions, Parts et S	icav	
4164 LAFARGE		236 127,36
3756 AIR LIQUIDE		206 535,00
4672 SANOFI-AVENTIS		203 422,46
3000 TOTAL		159 649,95
721 ALLIANZ		145 069,46
6500 AXA		128 722,59
1500 CIMENTS FRANCAIS	i	126 007,21
2077 VINCI		114 028,36
1500 EULER HERMES		105 219,45
3088 SAINT-GOBAIN		102 842,10
4000 KAUFMAN & BROAD		101 898,80
6633 DEXIA		93 600,00
728 FONCIERE DES REG	IONS	88 777,00
2211 VEOLIA ENVIRONNE	MENT	87 680,52
1860 LINDE		84 501,53
1310 SOCIETE GENERALE		81 431,15
2400 RWE		80 734,59
2415 MERSEN (EX CARBO	NE LORRAINE)	78 628,88
845 SALVEPAR		65 756,49
1000 SIEMENS		64 630,00
2629 VIVENDI		63 569,12
860 BIC		56 122,78
648 VALLOUREC		53 649,72
3759 CREDIT AGRICOLE		53 301,36
6000 NOKIA		51 974,47
6500 PAGESJAUNES		50 488,75
3000 FRANCE TELECOM		48 810,00
1300 BOLLORE		48 054,57
1560 SCHLUMBERGER		47 333,74
1000 L.V.M.H.		44 924,78
600 CASINO GUICHARD		44 246,50
1000 CHRISTIAN DIOR		41 507,41
3000 DEUTSCHE TELEKOI	М	40 365,00
1500 C.G.G. VERITAS		38 253,15
1600 HORNBACH HOLDIN	IG	36 637,84
2200 UPM KYMMENE		35 838,00
1800 HENKEL		35 490,00
2500 SUEDZUCKER MANN	HEIM-OCHSENFURT	30 225,00
700 SODEXO		29 593,00
10400 PARMALAT FINANZI	ARIA	26 377,52
300 HERMES INTERNAT	ONAL	25 710,00
930 ELECTRICITE DE ST	RASBOURG	25 361,17

1800 AURUBIS 300 GUYENNE ET GASCOGNE

Sous-total Actions, Parts et Sicav Actions Parts et Sicav dont la valeur est < 23 000 €

TOTAL GENERAL ACTIONS

25 308,00 24 600,00

> 3 333 004,78 209 978,07

3 542 982,85

TOTAL GENERAL PORTEFEUILLE

4 708 549,03

CREDIT FONCIER ET COMMUNAL D'ALSACE ET DE LORRAINE – BANQUE

RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos le 31 décembre 2011

PricewaterhouseCoopers Audit

Centre d'Affaires Urbania 230, avenue de Colmar CS 90240 67089 Strasbourg Cedex **KPMG Audit** 1, cours Valmy 92923 Paris La Défense Cedex

PricewaterhouseCoopers Audit

KPMG Audit

Centre d'Affaires Urbania 230, avenue de Colmar CS 90240 67089 Strasbourg Cedex 1, cours Valmy 92923 Paris La Défense Cedex

RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos le 31 décembre 2011

Aux Actionnaires
Crédit Foncier et Communal d'Alsace et de Lorraine – Banque
(CFCAL - Banque)
1, rue du Dôme
67000 Strasbourg

Mesdames, Messieurs les Actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2011, sur :

- le contrôle des comptes annuels de la société CFCAL Banque, tels qu'ils sont joints au présent rapport,
- la justification de nos appréciations ;
- les vérifications et informations spécifiques prévues par la loi.

Les comptes annuels ont été arrêtés par votre conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

I - OPINION SUR LES COMPTES ANNUELS

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à vérifier, par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes annuels. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

CFCAL - Banque Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels Exercice clos le 31 décembre 2011 Page 2

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

II - JUSTIFICATION DE NOS APPRECIATIONS

Les estimations comptables concourant à la préparation des états financiers au 31 décembre 2011 ont été réalisées dans un environnement incertain, lié à la crise des finances publiques de certains pays de la zone euro, qui s'accompagne d'une crise économique et d'une crise de liquidité, rendant difficile l'appréhension des perspectives économiques. C'est dans ce contexte que, en application des dispositions de l'article L.823-9 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les éléments suivants :

- Votre société constitue des dépréciations et des provisions pour couvrir les risques de crédit inhérents à ses activités comme mentionné dans la note I et dans les notes 1, 6, et 22 de l'annexe aux comptes annuels. Nous avons examiné le dispositif de contrôle mis en place par la direction relatif au suivi des risques de crédit, à l'appréciation des risques de non recouvrement et à leur couverture, à l'actif, par des dépréciations déterminées sur base individuelle, et au passif, par des provisions destinées à couvrir des risques clientèle non affectés.
- Votre société détient des positions sur titres et instruments financiers. La note I de l'annexe expose les règles et méthodes comptables relatives aux titres et instruments financiers. Nous avons examiné le dispositif de contrôle relatif au classement comptable et à la détermination des paramètres utilisés pour la valorisation de ces positions dans le contexte décrit ci-dessus. Nous avons vérifié le caractère approprié des méthodes comptables retenues par votre société et des informations fournies dans les notes annexes et nous nous sommes assurés de leur correcte application.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes annuels, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion, exprimée dans la première partie de ce rapport.

CFCAL - Banque Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels Exercice clos le 31 décembre 2011 Page 3

III - VERIFICATIONS ET INFORMATIONS SPECIFIQUES

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les documents adressés aux actionnaires sur la situation financière et les comptes annuels.

Concernant les informations fournies en application des dispositions de l'article L.225-102-1 du Code de commerce sur les rémunérations et avantages versés aux mandataires sociaux ainsi que sur les engagements consentis en leur faveur, nous avons vérifié leur concordance avec les comptes ou avec les données ayant servi à l'établissement de ces comptes et, le cas échéant, avec les éléments recueillis par votre société auprès des sociétés contrôlant votre société ou contrôlées par elle. Sur la base de ces travaux, nous attestons l'exactitude et la sincérité de ces informations.

En application de la loi, nous nous sommes assurés que les diverses informations relatives à l'identité des détenteurs du capital ou des droits de vote vous ont été communiquées dans le rapport de gestion.

Fait à Strasbourg et Paris La Défense, le 27 avril 2012

Les Commissaires aux Comptes du CFCAL - Banque

PricewaterhouseCoopers Audit

KPMG Audit

Sylvain Mayeur

Philippe Saint-Pierre